



UNIVERSITE MOULoud MAMMERI DE TIZI-OUZOU



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION

DEPARTEMENT DES SCIENCES DE GESTION

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de master *en sciences de gestion*

Option : *finance et banque*

Sujet:

L'analyse financière d'une demande de crédit

Cas : Banque nationale d'Algérie

Présenté par :

-GHOULEM Amine

-KHELFA Lilia

Dirigé par :

-OUARAB Ali

Le jury compose de:

- | | | |
|------------------|-------------|--------------|
| - DAHAK Abdenour | MCA (UMMTO) | President |
| - OUARAB Ali | MCB (UMMTO) | Rapporteur |
| - TEBIB Hana | MCB (UMMTO) | Examinatrice |

Promotion 2020/2021

Remerciement

Le présent travail n'est pas seulement le fruit de nos propres efforts, mais aussi les efforts de bien de personnes à qui nous exprimons nos vifs remerciements.

Nous tenons à remercier tout d'abord Allah le tout puissant, pour toute la force qu'il nous a donné pour pouvoir réaliser ce travail. Puis, nous exprimons nos remerciements à notre encadrant OUARAB Ali, enseignant au département sciences financières et comptabilité au sein de notre faculté, pour son aide si précieuse, sa patience, ses conseils, sa disponibilité et ses efforts.

Nos remerciements sont aussi adressés aux membres de jury, Monsieur DAHAK Abdenour Et Madame TEBIB Hana enseignants au département des sciences financières et comptabilité de l'UMMTO, d'avoir accepté d'évaluer ce travail,

Nos remerciements sont ensuite adressés à l'équipe pédagogique de la faculté des science économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou d'avoir assurée la partie théorique de notre formation.

Nous ne pouvons pas terminer, sans remercier Monsieur AMEUR Said, directeur de l'agence de la Banque nationale d'Algérie de Tizi-Ouzou qui nous ont accueilli et accompagnés durant notre travail, et Mademoiselle ZAFOUR Silia qui nous a aidée et orientée.

Enfin, à tous ceux qui de nous près ou de loin ont contribué moralement ou matériellement tout au long de ce travail.

Nous disons merci.

Dédicaces

A la plus belle créature qu'Allah a créé sur terre, à cette source de tendresse, de bonheur, de patience et de générosité,

A ma très chère mère qui a toujours été à mes côtés ;

A mon père à qui je souhaite un prompt rétablissement ;

A mes frères : Menad, Hamid, M'hend, Samir ;

A toute ma famille

A mes amis : Ghilas, Mourad, Said, Leticia ;

A ma binôme et toute sa famille ;

Et à tous ceux qui m'ont donnée la force pour continuer

Amine

Je dédie ce modeste travail à :

Mes chers parents « FERHAT » et « MALIKA » que j'aime tellement, qui m'ont soutenu tout au long de mes études.

Mes très chères sœurs Katia, Cylia

Mon frère Ghiles

Ma belle-sœur Djedjiga

Mes nièces Mayline et Elena

A mon binôme Amine avec qui j'ai eu le plaisir de travailler,

A tous ceux qui me sont chers

Lilia

Résumé:

Le monde des affaires est caractérisé aujourd'hui par des besoins du financement des entreprises qui évoluent rapidement, ces dernières font recours à l'établissement bancaire pour le financement ou le refinancement qui doivent à leur part évaluer la capacité de ces dernières à rembourser les fonds avec intérêts. Le processus décisionnel lié à l'octroi de crédit passe par une évaluation de la situation financière de l'entreprise à travers l'analyse de l'environnement économique dans lequel active l'entreprise à savoir les prévisions et perspectives du projet qui fera l'objet de financement (la viabilité) et dans un deuxième stade l'analyse de l'aspect financier en se focalisant sur les principaux indicateurs et ratios de liquidité solvabilité et de l'équilibre financier ... et plus d'autres facteurs à prendre en considération l'exemple du rapport de commissaire au compte et la situation de l'entreprise envers les organismes de l'état telle que les organisations sociales ou les services des impôts, la présente étude mettra en œuvre ces procédés pour évaluer une demande de crédit par une entreprise pharmaceutique en présentant l'analyse de sa demande tant sur l'aspect technico-économique que sur l'aspect financier.

Les mots clefs : Analyse financière, crédit, solvabilité, ratio.

المستخلص:

في عالم الأعمال اليوم تظهر بشدة الاحتياجات التمويلية للشركات التي تتطور بسرعة ، حيث تلجأ الشركات إلى المؤسسة المصرفية للتمويل أو إعادة التمويل والتي يجب عليها من جانبها تقييم قدرة سداد الأموال بفائدة. من جهة أخرى تمر عملية اتخاذ القرار المتعلقة بمنح القروض من خلال تقييم الوضع المالي للشركة عبر تحليل البيئة الاقتصادية التي تنشط فيها الشركة ، والتي تشمل توقعات وآفاق المشروع محل التمويل (الجدوى) وفي المرحلة الثانية تحليل الجانب المالي من خلال التركيز على المؤشرات الرئيسية ونسب السيولة والملاءة المالية والميزان المالي ... بالإضافة إلى العوامل الأخرى التي يجب أخذها في الاعتبار على وجه الخصوص تقرير المدقق ووضع الشركة تجاه هيئات الدولة مثل المنظمات الاجتماعية أو الإدارة الضريبية. هذه الدراسة تهدف إلى تحليل و تقييم المسارات المتبعة لتقييم طلبات للحصول على قروض من قبل مؤسسة صيدلانية و ذلك من خلال التطرق إلى تقديم تحليل لطلبها من الجانب الفني والاقتصادي والجانب المالي.

الكلمات المفتاحية: التحليل المالي، القرض، قدرة على السداد، النسبة

Liste des tableaux

Tableau	Désignation
Tableau N°01	Présentation de l'actif du bilan comptable.
Tableau N°02	Présentation du passif du bilan comptable
Tableau N°03	Présentation du compte de résultat
Tableau N°04	Modèle du Tableau de financement
Tableau N°05	Plan de trésorerie prévisionnel
Tableau N°06	La structure standard du bilan Financier
Tableau N°07	l'actif du bilan de l'entreprise
Tableau N°08	Le passif du bilan de l'entreprise
Tableau N°09	ST 219
Tableau N°10	Evolution des SIG entre 2019/2020
Tableau N°11	Evolution des SIG entre 2020/2021
Tableau N°12	Le calcul de la CAF par la méthode additive
Tableau N°13	Le calcul de la CAF par la méthode soustractive

Liste des figures

Figure	Désignation
Figure N° 01	Organigramme de la BNA.
Figure N° 02	Organigramme de l'agence 581.
Figure N° 03	Présentation du compte de résultat
Figure N° 04	Modèle du tableau de financement
Figure N° 05	Plan de trésorerie prévisionnel
Figure N° 06	La structure standard du bilan financier
Figure N° 07	l'actif du bilan de l'entreprise

Liste des abréviations

Abréviations	Signification
BOAL	Bulletin Officiel des annonces légales.
SNC	Société au Nom Collectif
EPE	Entreprise Publique Economique
SCS	Société a Commandité Simple
CP	Capitaux propres
VI	Valeurs Immobilisées
RFP	Ratio de Financement Permanents
RFT	Ratio de Financement Total
RIA	Ratio des Immobilisations de l'Actif
LEL	Livret d'Epargne Logement
LEP	Livret Epargne Populaire
CIB	Carte Interbancaire
DAB	Distributeur Automatique des Billets
GAB	Guichet Automatique des Banque.
BTPH	Société de Bâtiments, Travaux Public et Hydraulique
NIF	Numéro d'Identification Fiscal
NIS	Numéro d'Identification Statistique
ANDI	Agence Nationale du Développement de l'Investissement
CNAS	Caisse Nationale des Assurances sociale.
CASNOS	Caisse Nationale de Sécurité des Non-Salariés.
OPI	Opération de Promotion Immobilière.
CTC	Centre Technique de Construction.
S	Stock
R	Réalisable
Dis	Disponibilité
DCT	Dette à Court Terme
BNA	Banque Nationale d'Algérie

Sommaire

Introduction générale	10
Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et à l'analyse financière.....	15
- Section 01 : Généralité sur les crédits bancaires.....	16
- Section 02 : Introduction à l'analyse financière	26
- Section 03 : Les utilisateurs de l'analyse financière	36
Chapitre II : L'appréciation financière d'une demande de crédit.....	43
- Section 01 : Le montage d'un dossier de crédit	44
- Section 02 : Analyse des états financiers.....	54
- Section 03 : L'analyse par la méthode des ratios.....	59
Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA	70
- Section 01 : Présentation de la banque national d'Algérie.....	71
- Section 02 : Montage d'un dossier de renouvellement d'un crédit d'exploitation	80
- Section 03 : Analyse des états financiers du client de la banque	85
Conclusion générale	106

Introduction générale

Introduction générale

Le processus du système bancaire algérien s'est réalisé en passant par plusieurs étapes notamment après l'indépendance du pays en 1962. Ce processus est constitué en premier lieu par l'héritage des institutions et structure existante à cette époque. Puis, les modes de fonctionnement de ce système vont être marqués par les choix et les options politiques et économiques effectués notamment la nationalisation et l'élargissement du secteur public au détriment du secteur privé. Cela a contribué à l'imprégnation des activités et des règles de fonctionnement bancaire notamment avec l'apparition de la planification centrale et l'encadrement administratif de ces derniers. Au cours de la décennie 70 et 80, la banque en Algérie est considérée comme un simple exécutant des directives et de décision externe ce qui va influencer négativement le mode de gestion et la qualité du service bancaire. Désormais, le banquier se contente de fournir des services publics laissant le financement des sociétés commerciales de côté à cause de l'inexistence des risques crédit et des garanties de refinancement.

Cependant, la transition de l'Algérie de l'économie d'endettement vers celle du marché rend la mise en place d'un nouveau cadre de réforme plus qu'indispensable. Cela s'est caractérisé par la mise en place de la loi relative à la monnaie et au crédit en 1990. Cette réforme est considérée comme une pièce maitresse de la réforme économique car elle constitue un tournant décisif de l'évolution du système bancaire algérien. La loi relative à la monnaie et au crédit a introduit de nouvelles règles de fonctionnement et de gestion des établissements financiers répondant aux exigences de l'économie du marché. Au fil des années, cette loi a été renforcée par l'ordonnance du 26 aout 2003, à travers son article 66 qui définit la mission de la banque comme suite : « les opérations des banques comprennent la réception de fond du public, les opérations de crédit ainsi que la mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci.

La première opération fait référence aux agents ayant une capacité de financement ou un surplus de financement et qui ont le choix de s'investir sur le marché financier en achetant des titres auprès des agents à besoin de financement ou de s'adresser chez une banque pour placer ce surplus sous forme de l'épargne afin de le fructifier à travers la rémunération par des intérêts. Pour se faire, la banque met à la disposition de sa clientèle un ensemble de compte dont chacun à ses caractéristiques notamment la durée de placement, le mode de rémunération et la valeur du taux d'intérêt. La deuxième opération, fait références aux agents a besoin de financement et qui ont à leur possession deux choix de sources de financement externe, soit de recourir au marché financier pour vendre des actions à des investisseurs qui ont une capacité de financement ou ils s'adressent aux banquier en vue d'emprunter des fonds

Introduction générale

serviront pour couvrir leur déficit budgétaire, pour financer leur activité ou pour aborder un nouveau projet. Et pour la troisième opération, le banquier s'intéresse aux différents instruments de paiement « chèques, caret CIB...etc. » et leur mise à la disposition de la clientèle ainsi que leur gestion.

L'institution de l'analyse financière est fortement liée à la volonté du prêteur. Très souvent, une analyse financière intervient ou est utilisée par plusieurs parties prenantes notamment par les banques. Elle consiste à examiner profondément les comptes d'une entreprise en vue d'évaluer sa solvabilité et juger si l'entreprise est en mesure de rembourser les prêts consentis à son égard ou même pour des besoins de gestion, autrement dit, pour un diagnostic interne servant de support à des choix stratégiques.

Tout au long de ce travail, nous allons nous focaliser sur l'analyse de la solvabilité de l'entreprise du fait que l'analyse financière est menée par une banque pour la prise de décision de l'octroi ou non d'un crédit.

La problématique

Notre recherche abordera l'étude d'un dossier d'une demande de crédit en se basant sur les outils d'analyse permettant d'évaluer la situation financière d'une entreprise et son évolution (analyse statique et dynamique) tout en traitant les différentes méthodes et procédés adoptés par la banque dans telle situation. De ce fait, nous tenterons de porter des éléments de réponse à la question principale suivante :

Comment procède-t-on à l'évaluation financière d'une demande de crédit ?

Dans cette problématique découlent les sous-questions suivantes :

- Quelle sont les différents types de crédit offerts aux clients par les banques en Algérie ?
- Quelles sont les ratios et indicateurs à prendre en considération lors de l'appréciation de la demande de crédit ?
- Quelle est la démarche d'analyse et de l'évaluation financière d'une demande de crédit d'exploitation au niveau de la banque nationale d'Algérie ?

Objectifs du travail

Tout au long de ce travail nous allons nous intéresser à la deuxième opération qui est celle de crédit. Et pour assimiler cette fonction principale d'une banque, nous allons aborder la démarche réalisée par le banquier depuis le moment de la demande de crédit jusqu'à la prise de décision de l'octroi ou du refus de l'accord du prêt bancaire. A travers ce travail de recherche nous visons à atteindre les objectifs suivants :

Introduction générale

- connaître des différents types de financement bancaires ;
- Analyse des dimensions fondamentales de l'étude d'un dossier de crédit bancaire ;
- Mettre en exergue les aspects financiers d'analyse financière ainsi que ses différentes méthodes et la prise de décision finale. Aborder la technique d'analyse financière ainsi que ses différentes méthodes et la prise de décision par le banquier.

Pour répondre aux objectifs précités nous allons procéder à une illustration à travers un cas pratique au niveau de la Banque Nationale d'Alger (BNA).

Motifs de choix du sujet

Les facteurs ayant motivés le choix de notre sujet sont :

- L'intérêt et nos penchants de recherche qui consiste à vouloir connaître de près la demande et l'analyse du dossier de demande de crédit.
- Nombre de demande de crédit qui ne cessent d'augmenter au niveau des banques et la nécessité d'évaluer le processus d'octroi de ces crédits ;
- Le lien fort entre le sujet de recherche et la spécialité faite à l'université ce qui nous permettra de concrétiser nos connaissances théoriques.

Méthodologie de la recherche

Pour pouvoir répondre à la problématique précédente et pour bien cerner notre objectif de recherche, nous avons adopté une visée descriptive basée sur :

- La consultation des ouvrages ;
- L'exploitation des thèses et mémoires magister et master ;
- La consultation des guides et documents de la banque.

Pour la collecte des données du terrain, nous avons adopté une démarche qualitative qui vise à répondre à notre question de départ à travers une méthode d'étude de cas dans le but de comprendre la démarche et les procédés adoptés par la banque nationale d'Algérie en plus des entretiens menés avec les fonctionnaires de cette dernière responsables de l'évaluation financière des demandes de crédit.

Structure de travail

Pour répondre aux questions précédentes, nous avons jugé utile de structurer notre travail en trois chapitres distincts dont chacun est constitué de trois sections.

Le premier chapitre, aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière » portera essentiellement la présentation de l'opération de crédit à travers la détermination des différents modes de financement. Les deux autres sections seront consacrées à la technique d'analyse financière où on touchera essentiellement aux principaux utilisateurs, les objectifs recherchés par ces derniers et les principaux outils d'analyse utilisés.

Introduction générale

Le deuxième chapitre porte sur appréciation financière de la demande de crédit »,présentera le montage du dossier de crédit en faisant références aux documents constitutifs d'un dossier de crédit tout en prenant en considération la nature du crédit (crédit d'exploitation, crédit d'investissement), sur un autre niveau, l'analyse de l'équilibre des états financiers ainsi que les différentes interprétations. Finalement, il exposera l'analyse par la méthode des ratios où nous allons voir les différents types de ratios que le banquier utilise lors de l'analyse d'une demande de crédit et comment se fait leur interprétation.

Enfin, le troisième chapitre consacré à la démarche d'analyse et d'évaluation de la demande de crédit au sein de la BNA portera essentiellement sur un cas d'analyse d'une demande de crédit d'exploitation au sein de la banque nationale d'Algérie. en présentant l'organisme d'accueil et au montage et l'étude d'un dossier d'une demande de crédit d'exploitation d'une entreprise pharmaceutique. et en fin l'analyse financière de la demande de crédit, menée par le banquier de la BNA avant la prise de décision de l'octroi ou du non-octroi du crédit à son client, en faisant référence à l'équilibre financier et l'analyse par la méthode des ratios.

Chapitre 01

Introduction du chapitre I :

Dans une économie, ils existent deux types de courant économique caractérisant l'économie de chaque pays, qui doit choisir un, le premier courant est appelé l'économie de marché basée sur l'offre et la demande des produits pour la satisfaction des besoins des consommateurs et l'autre centré sur les dettes. Au niveau du deuxième courant, ils existent deux types d'agent, les uns caractérisés par leur capacité de financement et d'autres qui ont un besoin de financement.

Les premiers disposent d'un excédent de fonds qui seront déposés auprès des institutions financières bancaires sous forme d'épargne rémunérée par des intérêts et les deuxièmes ayant un manque de financement fassent recours soit au marché financier pour vendre leurs actions soit, et le plus souvent, aux différentes institutions financières qui mettent à leurs dispositions des fonds sous forme de crédits serviront au financement de leur activité en contrepartie des intérêts ainsi que le remboursement du principal des sections.

Le crédit bancaire est une opération très sensible pour n'importe quelle institution ainsi que pour l'économie en générale vue les différents risques qu'elle présente. Pour y faire face, les organismes de crédit font recours à l'analyse financière pour évaluer le degré des risques couverts par la banque ainsi que pour prendre la décision de l'octroi du prêt ou de non-octroi.

Ce présent chapitre est subdivisé en trois principales sections :

Section 01 : Généralités sur les crédits bancaires ;

Section 02 : Introduction à l'analyse financière ;

Section 03 : Les utilisateurs de l'analyse financière.

1- Généralités sur les crédits bancaires

La banque est un organisme financier dont la fonction est l'intermédiation financière. Elle collecte des ressources auprès des agents à capacité de financement et le met à la disposition des agents à besoin de financement sous forme de crédit. Cette section sera consacrée à la présentation de l'opération de crédit en faisant référence aux différents types de crédit ainsi que les risques générés par cette opération et leur gestion.

1-1- Vue générale sur les crédits et leur typologie

L'origine du mot « crédit » vient du terme latin « crédere » qui signifie « croire » ou « faire confiance », cette opération est fondée sur la confiance accordée par la banque aux débiteurs de crédit qui doivent s'assurer de leur capacité de remboursement. L'apparition de cette opération fait référence à des siècles où les marchands étrangers prêtent des fonds avec l'application d'un taux d'intérêt puisque ils ne sont pas soumis à l'interdiction d'usure contrairement à quelques pays qui n'applique pas le taux pour des raisons religieuses.¹

Le crédit constitue : « Tout acte à titre onéreux, par lequel une personne met ou permet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend dans l'intérêt de celle-ci un engagement par signature, tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie.

Sont assimilées des opérations de crédit, les opérations de location, assorties d'options d'achat, notamment les opérations de crédit-bail. »²

A partir de ce qui est avancé on peut dire que l'opération de crédit est l'une des principales fonctions des institutions financières bancaires et qui consiste à mettre à la disposition d'une personne morale ou physique incapable de couvrir la totalité de ses besoins par ses propres moyens financiers d'où vient la nécessité de recourir au crédit.

1-1-1- Les typologies de crédits

On distingue dans le domaine bancaire deux types de crédit qui sont les crédits par caisse et ceux par signature, ces deux types sont subdivisés eux aussi en plusieurs formes, on distingue :

¹D. GODHI & T. BENYOUNES, « l'essentiel sur le risque de crédit et le financement bancaire de l'entreprise », Edition la nouvelle publication universitaire, Tlemcen, 2021, p.10.

²L'ordonnance N°75-59 du 26/09/1975 portant le code de commerce, modifiée et complétée par la loi n° 15-20 du 30/12/2015, journal officiel algérien N° 75.

1-1-1-1- Les crédits par caisse

Le crédit par caisse, ou crédit en blanc, est un prêt destiné à financer l'actif cyclique du bilan. Il est appelé crédit en blanc car il dispose de deux caractéristiques essentielles qui le différencient des autres crédits, qui sont :

- Il est utilisé par le débit d'un compte ;
- Il n'est assorti d'aucune autre garantie que la promesse de remboursement du bénéficiaire.³

Il existe une multiplicité des crédits par caisse, on peut citer :

1-1-1-1-1- La facilité de caisse

La facilité de caisse est un concours bancaire accordé à l'entreprise pour financer la partie fluctuante de son besoin en fond de roulement (salaires, TVA, échéance de fin de mois...), elle est destinée à faire face à des difficultés de trésorerie résultant, essentiellement, de simples décalages entre les dépenses et les recettes.⁴

1-1-1-1-2- Le découvert bancaire

« Le découvert permet à une entreprise de faire face temporairement à un besoin en fond de roulement dépassant les possibilités de son fond de roulement. »⁵

De cette définition, il est clair que le découvert a pour finalité le financement des besoins de trésorerie, à court terme, résultants des différents encaissements non couverts en totalité.

Il existe deux types de découvert bancaire, on peut citer:

➤ **Le découvert simple (non mobilisable)**

Il permet aux clients de faire fonctionner leurs comptes en position débitrice. Ils ne payent les intérêts que sur les sommes effectivement utilisées. Les possibilités de réescompte ne peuvent être envisagées, ce qui implique une vigilance renforcée pour éviter tout dépassement.⁶

³L.ADJEMOUT et C. BEN ACHOUR, « Principes et modalités d'octroi d'un crédit bancaire », mémoire de master, Université Mouloud MAMMERI, TIZI-OUZOU, 2016, p.22.

⁴ IBID, p.22.

⁵ F.BOUYACOU, « l'entreprise et le financement bancaire », Edition casbah, Alger, 2000, p.234.

⁶L. ADJEMOUT & C. Ben ACHOUR, Op-Cit, p.23.

➤ Le découvert mobilisable

A travers le découvert mobilisable, le banquier crédite le compte du client du plafond déterminé. Il s'agit donc d'un prêt dans lequel le client consomme le montant au fur et à mesure en payant des intérêts sur le montant total du prêt. Le découvert mobilisable est matérialisé par des billets souscrits à l'ordre de la banque par le bénéficiaire du crédit. Ce qui donne la possibilité à cette dernière de recourir au réescompte auprès de la banque d'Algérie.⁷

1-1-1-1-3- Le crédit de compagne

Le crédit de compagne est accordé pour le financement de, soit le cycle de fabrication soit le cycle de vente de l'entreprise ou soit les deux successivement. C'est le crédit d'exploitation par excellence de l'agriculture. Mais certaines activités industrielles ou commerciales, soumises elles aussi à un cycle saisonnier, font également appel à lui. Le crédit compagne ne finance que partiellement une compagne, c'est un outil de financement des produits en stock dans la vente est différée, mais emble néanmoins assurée.⁸

1-1-1-1-4- L'avance sur facture

« C'est un crédit par caisse consenti contre remise de facture visée par des administrations ou des entreprises publique (solvabilité incontestable) généralement conciliées aux guichets de la banque prêteuse. »⁹

Pour accorder une avance sur facture à un client, le banquier doit vérifier d'abord l'existence des éléments suivants : l'existence réelle de la créance qui sera réglée à ces guichets ; la solvabilité de l'entreprise.

1-1-1-1-5- L'avance sur marchandise

« L'avance sur marchandise consiste à financer un stock ou à appréhender, en contrepartie de ce financement, des marchandises qui sont remises en gage au créancier »¹⁰

⁷L. ADJEMOUT & C. Ben ACHOUR, Op-Cit, p.23.

⁸D. GODHI & T. BENYOUNES, Op-Cit, p.21.

⁹F. BOUYACOU, Op-Cit, p.236.

¹⁰ IBID .p.237.

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

De cette définition, il y a lieu de dire que l'avance sur marchandise est un crédit classique pour les entreprises qui nourrissent des stocks importants des matières premières. Cette avance est garantie le plus souvent par les marchandises qui seront affectées en gage.

1-1-1-1-6- L'escompte commercial

«L'escompte commercial permet à celui qui a consenti des délais de paiement de retrouver une certaine liquidité en mobilisant ces créances auprès de son banquier».¹¹

1-1-1-1-7- Le crédit relais

«Comme son nom l'indique le crédit relais est une forme de découvert qui permet d'anticiper une entrée de fonds qui doit se produire dans un délai déterminé et pour un montant précis ».¹²

1-1-1-1-8- L'affacturage

Consiste à l'achat ferme (sans recours) par un établissement spécialisé appelé « Factor » qui peut être la banque, des créances détenues par une entreprise (vendeur). Le Factor règle d'avance le montant des créances dont l'entreprise demeure propriétaire et se charge de suivi de l'encaissement des créances auprès du débiteur initial. Cette technique, s'avère intéressante, puisqu'elle permet au vendeur d'éviter le suivi de ses impayés et des délais de paiement. Les risques d'insolvabilité du débiteur et de non-paiement à l'échéance sont donc transférés à la société factoring qui reçoit une quittance subrogative lui transmettant tous les droits que l'entreprise détienne sur ses clients. ¹³

1-1-1-1-9- Le crédit-bail

« Le crédit-bail est une technique de financement d'une immobilisation par laquelle une banque ou une société financière acquièrent un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise, cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien loué pour une valeur résiduelle faible en fin de contrat. »¹⁴

Il existe plusieurs formes de crédit-bail, on peut citer :

¹¹ J-M. BEGUINA et A.BERNARD, « essentiel des techniques bancaires », Edition d'organisation, Paris, 2008, p.258.

¹² F.BOUYAKOUB. Op-Cit, p.235.

¹³ D. OGIEN, « Comptabilité et audit bancaire », 2^{ème} édition DUNOD, Paris, 2008, p.151.

¹⁴ Luc & B. ROLLANDE, « Principe et technique bancaire » 25^{ème} édition DUNOD, Paris, 2008, p.261.

➤ **Crédit-bail mobilier**

Il porte sur des biens d'équipement (tel que la voiture, bateau) qui doivent être utilisés pour les besoins de l'entreprise ou à titre mixte et participer à la productivité de l'entreprise ; il ne peut s'appliquer aux fonds de commerce et aux logiciels informatiques. Les concours de ces établissements sont fonction de leurs fonds propres.¹⁵

➤ **Crédit-bail immobilier**

: Il concerne des biens immobiliers professionnels (tel que les bâtiments) déjà construit ou à construire. Il est distribué par des sociétés spécialisées ou des banques pouvant adopter le statut de société immobilières pour le commerce et l'industrie.¹⁶

En effet le crédit-bail présente un certain nombre d'avantages et d'inconvénients, dont nous pouvons citer

➤ **Les avantages du crédit-bail**

- En adoptant cette formule de financement, l'entreprise conserverait intacte sa capacité d'endettement. En effet, elle lui permet de disposer d'un équipement sans avoir à avancer les fonds correspondants à son achat ;
- Cette modalité de financement présente aussi l'avantage de ne pas offrir des garanties réelles, ce qui facilite d'autant sa mise en place ;
- C'est un moyen de financement accessibles à toutes les entreprises qu'elles soient grande ou de petite taille ;
- Ce type de financement peut atteindre 100% du montant d'un investissement.¹⁷

➤ **les inconvénients du crédit-bail**

- le principal inconvénient de ce type de financement est son coût, qui demeure élevé notamment pour les petites exploitations ;
- il est aussi réservé à des investissements bien limités, généralement à des biens standard ;
- les biens financés ne peuvent être donnés en garantie.¹⁸

¹⁵ A-C. RANYA & M-M.RAJABU, « Analyse des déterminants d'octroi des crédits bancaire aux PME en Algérie : Cas de la BADR-Banque agence N°580 de Tizi-Ouzou » Mémoire Master, Université Mouloud MAMMERI Tizi-Ouzou, 2019, p46.

¹⁶IBID, p.46.

¹⁷IDEM.

1-1-1-2- Les crédits par signature (crédits spécifique)

Ils sont divers, on trouve :

1-1-1-2-1- Avance sur marché publics

C'est un crédit consenti spécifiquement aux entreprises de travaux publics en contrepartie duquel il est conféré à la banque des garanties réelles constituées par des marchés délégués ou nanti en sa faveur. Elle n'est accordée aux clients que sur la base d'attestation de droit dument visé et constaté par le mettre de l'ouvrage (créance n'est pas constatée). Le financement des marchés publics peut aller à la hauteur de 70% du coût total du projet. Le support juridique de la délégation des créances est constitué par le marché revêtu de la mention « titre unique » assurant à la banque en possession de ce marché qu'elle pourra en opérer la délégation régulière en sa faveur et qu'elle ne s'exposera pas à un éventuel détournement de mandatement de créances.¹⁹

1-1-1-2-2- L'aval

Conformément à l'article 409 du code de commerce, l'avaliste garanti le paiement de la lettre de change en tout ou partie de son montant, il est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.²⁰ Autrement dit, l'aval est un engagement par signature pris par le banquier de payer, un effet de commerce à l'échéance si le débiteur est défaillant. Il peut être fait sur l'effet lui-même ou sur une rallonge ou sur un acte séparé.

1-1-1-2-3- Les crédits par acceptation

« L'acceptation L'acceptation est écrite sur la lettre de change. Elle est exprimée par le mot « Accepté » ou tout autre mot équivalent ; elle est signée par le tiré. La simple signature du tiré apposé au recto de la lettre vaut acceptation ».²¹

1-1-1-2-4- Le crédit documentaire

¹⁸ Luc & B. ROLLANDE, OP-CIT, p.344.

¹⁹ D. BOUKROUSS, « les circuits de financement des PME en Algérie : Etude d'un crédit bancaire », thèse de doctorat, université Mouloud MAMMERI TIZI-OUZOU, 2007, p.111.

²⁰ L'ordonnance N°75-58 du 26/09/1975 portant le code de commerce, modifiée et complétée par la loi n° 15-20 du 30/12/2015, journal officiel algérien N° 75.

²¹ L'ordonnance N°75-58 du 26/09/1975 portant le code de commerce, modifiée et complétée par la loi n° 15-20 du 30/12/2015, journal officiel algérien N° 75.

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

Le crédit documentaire est utilisé dans le cadre des relations commerciales internationales. Avant l'envoi des marchandises, l'importateur demande à sa banque d'émettre une promesse de paiement à l'exportateur contre remise de documents attestant de la transaction réalisée. Pour cette promesse, la banque de l'importateur appelée banque émettrice s'engage à payer l'exportateur auprès de sa banque (banque nificatrice). Le crédit documentaire garantit le paiement à l'exportateur.²²

1-2- Les risques de crédit

Le risque constitue toute incertitude assortie dans un engagement que ce soit pour une entreprise ou pour une banque. Pour la banque, en accordant un crédit à un client elle s'expose à des différents types de risques vis-à-vis de son client qui la pousse à se poser question : es que cet engagement apportera un gain ou une perte ? Parmi ces risques on trouve:

1-2-1- Le risque de contrepartie

« A titre principal, le risque de contrepartie est le risque de perte lié à la défaillance d'un débiteur sur lequel l'établissement de crédit détient un engagement, quel que soit la nature du débiteur et la forme de cet engagement ».²³ Ce risque est causé par l'insolvabilité de l'emprunteur qui est, à son tour, causée par trois principaux risques on distingue :

1-2-1-1- Le risque professionnel

« Il est lié à la conjoncture d'un secteur d'activité économique, une surcapacité structurelle, des innovations modifiant les procédés de fabrication, la contraction de la demande ou la concurrence de produits à moindre coût menacent les entreprises d'un secteur et leur solvabilité. »²⁴

1-2-1-2- Le risque pays

Ce risque concerne les pays en voie de développement, il s'est considérablement développé depuis le début des années quatre-vingt. Il est appelé aussi par « le risque souverain ».²⁵

²² A. CHARLES et E. REDOR, « Le Financement des Entreprises », Edition ECONOMICA, Paris, 2009, p.97.

²³ H. Calvet, « Etablissement de crédit », Edition Economica, Paris, 1997, p. 78.

²⁴ D. Coussergues, « Gestion de la banque » 7^{ème} édition DUNOD, Paris, 2013, P.152.

²⁵ IBID, p.152.

1-2-1-3- Le risque propre à l'emprunteur

C'est le plus fréquent et le plus difficile à cerner. Pour des raisons aux origines multiples, un emprunteur ne peut honorer ses engagements. A ces motifs bien connus d'insolvabilité vient s'ajouter, depuis plusieurs années, un quatrième lié à la localisation géographique de l'emprunteur.²⁶

1-2-2- Le risque d'immobilisation

Ce risque peut être causé par un simple retard dans le remboursement d'un crédit bancaire, cela engendre plusieurs dégâts, on peut citer :

- Impossibilité de faire face aux retraits de fonds de la part des déposants ;
- Impossibilité de mobiliser ses créances auprès de la banque commerciale.

Pour s'en sortir de cette situation le banquier doit appliquer un raffinement à travers le recours au découvert de la banque commerciale au « taux d'enfer », cela touchera à la rentabilité de la banque ainsi la baisse du niveau de ses crédits.²⁷

1-2-3- Le risque de taux

« Le risque de taux est le risque de gain ou de perte encouru par une banque qui détient les créances et dettes dont les conditions de rémunération, taux fixe-taux variable, différent. Et la perte, en cas de variation adverse des taux d'intérêt, se matérialise par une moins-value ou par un resserrement de la marge d'intérêt. Les moins-values qui concernent les titres à revenu fixe en période de hausse des taux d'intérêt amputent le produit net bancaire ».²⁸

1-3- La gestion du risque de crédit

Pour se protéger contre le risque de crédit, le banquier dispose de deux moyens essentiels permettant de minimiser ce risque, on distingue :

²⁶D. Coussergues, OP-CIT, p.152.

²⁷IDEM.

²⁸D. Coussergues, OP-CIT, P.103.

1-3-1- Le respect des règles prudentielles

Les règles prudentielles sont des normes de gestion dictées par la banque d'Algérie aux banques et aux différents établissements financiers. Il existe deux règles les plus significatives de la réglementation prudentielle, on distingue :

1-3-1-1- Le ratio de couverture des risques (ratio de COOKE)

La solvabilité d'une banque dépend de sa capacité à financer des capitaux par ses fonds propres. C'est dans ce sens que leur a été imposé le ratio de solvabilité générale dit « ratio de COOKE ». Il s'agit d'un rapport entre les fonds propres et le total des risques encourus pondérés.²⁹ Il est calculé comme suite :

$$\text{Ratio COOKE} = \frac{\text{fond propres}}{\text{risques, encourus, pondérés } 8\%}$$

1-3-1-2- Ratio de division des risques

L'article 2 de l'instruction de la banque d'Algérie N° 74/94 du 29/11/1994 relative à la fixation des règles prudentielles porte à ce que les banques doivent veiller, afin d'éviter la concentration des risques sur le même client ou un groupe de client, sur le respect des deux ratios suivants :

- **Sur un seul client :** le montant des risques couverts ne doivent dépasser 25% des fonds propres net de la banque ;
- **Sur un groupe de client :** le montant global des risques couverts ne doivent dépasser en aucun cas dix fois le montant des ressources propres à la banque.

1-3-1-3- Le recueil des garanties

« La garantie a pour fonction principale de protéger la banque contre le risque de défaillance de son client et par contre coup, d'éviter ou de minorer la constitution des provisions et/ou le passage en perte des créances concernées ».³⁰ Ces garanties peuvent se diviser en deux types.

1-3-1-3-1- Les suretés personnelles

Les suretés personnelles sont constituées de deux types de garanties, on trouve :

²⁹ L. ADJEMOUT & C. BEN ACHOUR, OP-CIT, P.87.

³⁰ M. Mathieu, « l'exploitation bancaire et le risque de crédit », Edition La revue banque éditeur, Paris, 1995, p184.

1-3-1-3-1-1- Le cautionnement

L'article 644 du code civil a défini le cautionnement comme étant un contrat par lequel une personne garantie l'exécution d'une obligation, en s'engageant, envers le créancier, à satisfaire à cette obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.³¹

1-3-1-3-1-2- L'aval

L'article 409 du code de commerce définit l'aval comme suite: « l'aval est l'engagement d'une personne à payer tout ou partie d'un montant d'une créance, généralement, un effet de commerce »³²

1-3-1-3-2- Les suretés réelles

Ce type de garantie se subdivise en deux formes, on trouve :

1-3-1-3-2-1- Le nantissement

« Le nantissement est un contrat par lequel une personne s'oblige, pour la garantie de sa dette ou de celle d'un tiers, à remettre au créancier ou à une autre personne choisie par les parties, un objet sur lequel elle constitue au profit du créancier un droit réel en vertu duquel celui-ci peut retenir l'objet jusqu'au paiement de sa créance et peut se faire payer sur le prix de cet objet en quelque main qu'il passe par préférence aux créanciers chirographaires et aux créancier inférieur en rang. »³³

1-3-1-3-2-2- L'hypothèque

L'hypothèque est le droit réel accessoire le plus connu. Il s'agit d'une sureté portant sur un ou plusieurs biens immeubles du débiteur. Ce type de garantie permet au débiteur de rester propriétaire du bien hypothéqué tout en protégeant le créancier du risque de non-paiement. L'obligation de publicité foncière permet d'informer tout nouveau créancier ou tout nouvel acquéreur de l'hypothèque éventuelle qui aurait déjà été réalisée sur les biens du débiteur.³⁴

³¹ L'ordonnance N°75-58 du 26/09/1975 portant le code de civil, modifiée et complétée par la loi n° 07-05 du 13/05/2007, journal officiel algérien N°31.

³² L'ordonnance N°75-59 du 26/09/1975 portant le code de commerce, modifiée et complétée par la loi n° 15-20 du 30/12/2015, journal officiel algérien N° 75.

³³ L'ordonnance N°75-58.Op-Cit.

³⁴ J-L. Bazet et P. Faucher, « finance d'entreprise », 2^{ème} édition DUNOD, Paris, 2010, p.349.

2- Introduction à l'analyse financière

En vue d'éviter ou, au moins, de minimiser le degré des risques auxquels le banquier est exposé lors de l'octroi d'un crédit bancaires à ses clients, ce dernier fait appel à la technique d'analyse financière. Dans cette section nous traitons tout d'abord les notions de base de l'analyse financière, puis en deuxième lieu les principaux outils d'analyse utilisés par l'agent économique en vue de les atteindre.

2-1- Notions sur l'analyse financière

Tout d'abord il y a lieu de définir L'analyse financière qui constitue un ensemble des concepts, des méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise, aux risques qui l'affectent, aux niveaux et à la qualité de ses performance.³⁵

2-1-1- Les objectifs de l'analyse financière

L'analyse financière a pour objectif la recherche des conditions de l'équilibre financier de l'entreprise ainsi que la mesure de sa performance. Les objectifs de l'analyse financière sont différents suivant qu'elle est menée par l'entreprise elle-même, par l'intermédiaire de ses services financiers ou bien par les tiers tels que les banques, les organismes de crédit, fournisseurs, actionnaires aux épargnants.³⁶

2-1-2- Les méthodes de l'analyse financière

La technique de l'analyse financière peut être réalisée à partir de deux méthodes qui sont :

2-1-2-1- L'analyse statique de la structure financière

Cette méthode d'analyse se base sur le bilan et le tableau de compte de résultat qui fournissent des informations concernant la situation financière et la valeur de l'entreprise. A ce stade, l'analyste financier se focalise sur les différents indicateur de gestion pour étudier la structure financière de l'entreprise, ces indicateurs se différent en fonction des critères retenu pour apprécier l'équilibre financier.

³⁵C. Elie, « analyse financière », Edition Economica, Paris, 2006, p. 08.

³⁶ F. CONSO, « Gestion financière de l'entreprise » 6^{ème} édition DUNOD, 2007, p.174.

2-1-2-1-1- Le bilan

Le bilan comptable peut être défini comme suite : « Le bilan fait la synthèse de toute la comptabilité ; il est réalisé en fin de période, à la clôture de l'exercice. Il représente la situation du patrimoine de l'entreprise à cette date, d'où le renvoi à une image de « photographie de l'entreprise. »³⁷

A partir des définitions précédentes, il est tenu de comprendre que le bilan est une illustration de la situation financière d'une entreprise, autrement dit, c'est un document comptable établi à la fin d'une période d'un exercice comptable. Il se décompose en deux parties : Une partie gauche appelée actif qui donne une appréciation sur ce que possède l'entreprise ainsi que ses emplois, et dans la partie droite on trouve le passif qui regroupe l'ensemble des ressources que l'entreprise dispose et doit à ses propriétaires. Ces deux parties du bilan se varient en fonction de variation de leurs différentes composantes, parmi ces composantes on trouve :

2-1-2-1-1-1- L'actif

- Les immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les amortissements ;
- Les participations ;
- Les actifs financiers ;
- Les actifs d'impôts (en distinguant les impôts différés) ;
- La trésorerie positive.³⁸

2-1-2-1-1-2- Le passif

- Lorsqu'il existe des opérations concernant cette rubrique, le bilan fait apparaître au moins les rubriques suivantes :
- Les capitaux propres avant distribution décidés ou proposés après la date de clôture, en distinguant le capital émis (cas de société), le réserve, le résultat net de l'exercice ;
- Le passif non courant portant intérêt et les passifs d'impôts (en distinguant les ID) ;
- Les provisions pour charges et passifs assimilés (produits constatés d'avance) ;
- La trésorerie négative.³⁹

³⁷B. Ferri, «Les plans de financement», Edition Economica, Paris, 1997, p.07.

³⁸Arrêté du 26/07/2008 portant le système comptable financier, journal officiel N°19 du 25/03/2009, p.20.

³⁹IDEM.

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

• Tableau N°1 : présentation de l'actif du bilan comptable

Actif	Note	N brut	N Am-Ap	N Net	N-1 Net
ACTIF NON COURANT					
Ecart d'acquisition- good will positif ou négatif					
Immobilisation incorporelles					
Immobilisation corporelles					
Terrains					
Bâtiments					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisation en concessions					
Immobilisations encours					
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participation et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courant					
Impôts différés actif					
Total actif non courant					
ACTIF COURANT					
Stocks et encours					
Créances et emplois assimilés					
Clients					
Autres débiteurs					
Impôts et assimilés					
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placement et autres financiers courants					
Trésorerie					
TOTAL ACTIF COURANT					
TOTAL GENERAL ACTIF					

Source : Arrêté du 26/07/2008 portant le système comptable financier, journal officiel N°19 du 25/03/2009, p.51

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

Tableau n°2 : Présentation du passif du bilan comptable

PASSIF	Note	N	N-1
Capitaux propres Capital émis Capital non appelé Primes et réserves- réserves consolidées (1) Ecart de réévaluation Ecart d'équivalence (1) Résultat net- résultat net part du groupe (1) Autres capitaux propres- report à nouveau Part de la société consolidée (1) Part des minoritaires (1)			
TOTAL 1			
PASSIFS NON COURANTS Emprunts et dettes financières Impôts (différés et provisionnés) Autres dettes non courantes Provisions et produits constatés d'avances			
TOTAL PASSIFS NON COURANTS 2			
Passifs courants Fournisseurs et comptes rattachés Impôts Autres dettes Trésorerie passif			
TOTAL PASSIFS COURANTS 3			
TOTAL GENERAL PASSIF			

Source : Arrêté du 26/07/2008,.op cit, p. 52.

2-1-2-1-2- Le compte de résultat (CR)

On peut définir le compte de résultat de la manière suivante : « Le compte de résultat récapitule les produits et charges de l'entreprise, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître par différence, après la déduction des amortissements et des provisions le bénéfice ou la perte de l'exercice. »⁴⁰ .

A partir de la définition ci-dessus, il est clair que le compte de résultat est un document qui fait partie des états financiers dont la fonction est d'indiquer le résultat net en synthétisant les charges (classe 06) et les produits (classe 7) de l'entreprise à la fin de l'exercice comptable

Les charges et les produits sont divers et classés selon leur nature, on distingue :

2-1-2-1-2-1- Les charges d'exploitation

Ces charges sont constituées par :⁴¹

Les achats pour lesquels une distinction est faite entre les achats des marchandises (revendues en l'état) et les achats des matières premières, d'articles de conditionnement ou de composants et autres approvisionnement (entrant dans un processus industriel de transformations) ces achats sont corrigés par un poste de variation de stock.

Les autres achats et charges externes, ce poste a une importance souvent très significative, car il intègre des éléments assez différents les uns des autres. Cette rubrique comprend tous les achats et consommations non stockées venant de l'extérieur de l'entreprise.

Les charges de personnel qui recouvrent à la fois les traitements et salaires et les charges sociales, mais dans lesquelles les frais de personnel intérimaires et les sommes versées au titre de la participation ou de l'intéressement ne sont pas intégrés.

Les dotations aux amortissements et aux provisions : l'amortissement est une correction irréversible d'un élément de l'actif pour tenir compte du temps et de la vétusté, de changement technique et de toute autre cause, alors que les provisions peuvent corriger un élément d'actif ou prendre en compte des risques futurs.

⁴⁰ J- P. LAHILLE, OP-CIT, p. 17.

⁴¹ P. Cabane, « l'essentiel de la finance à l'usage des managers », 2^{ème} édition Revue et augmentée, 2004, P.60.

2-1-2-1-2-2- Les produits d'exploitation

Ils se décomposent en plusieurs éléments, on trouve :⁴²

Le chiffre d'affaire qui est égal au cumul des ventes et de la production vendue. A ce stade, il s'agit simplement de distinguer les ventes de la production vendue.

La production stockée qui peut être définie comme étant la différence entre le stock final et le stock initial. Cette différence est appelée par la variation des stocks qui peut être traduit par un produit ou par une charge.

La production immobilisée qui concerne les travaux effectués par l'entreprise pour elle-même.

Les subventions qui représentent les montants reçus par l'entreprise dans le cadre de la compensation d'une insuffisance ou pour faire face à certaines charges d'exploitation.

Les reprises sur provisions et amortissement qui permettent d'enregistrer le fait que des provisions ou des amortissements préalablement constituées ne sont plus utiles.

Les autres produits qui comprennent les transferts de charges, les redevances pour concession, les produits de brevet ou de licence.

⁴² P. Cabane, OP-CIT, p.59.

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

Tableau n°03 : Présentation du compte de résultat

Rubrique	Note	N	N-1
Chiffre d'affaire (HT) Produits des activités courantes			
Variation stocks produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subvention d'exploitation			
I- Production de l'exercice			
Achats consommés			
Services extérieurs et autres consommateur			
II- Consommation de l'exercice			
III- Valeur ajouté d'exploitation (I-II)			
Charges de personnes			
Impôts, taxes et assimilés			
IV- Excédent brut d'exploitation			
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements et aux provisions (DAP)			
Reprises sur provisions et pertes de valeur			
V- Résultat opérationnel			
Produits financiers			
Charges financières			
VI- Résultat financier			
VII- Résultat ordinaire avant impôts (V+VI)			
Impôts exigibles sur résultat ordinaires (IBS)			
Impôts différés (à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés)			
Total des produits des activités ordinaires			
Total des charges des activités ordinaires			
VIII- Résultat net des activités ordinaires			
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX- Résultat extraordinaire			
X- Résultat net de l'exercice			
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence			
XI- Résultat net de l'ensemble consolidé			
Dont part minoritaire			
Part du groupe			

Source : Arrêté du 26/07/2008 „op cit, P.53.

2-1-2-2- L'analyse dynamique de la situation financière et de la trésorerie

L'analyse fonctionnelle dynamique de la situation financière de l'entreprise et de la trésorerie complète l'analyse statique. Elle est fondée sur l'étude des flux financiers pour une période donnée.⁴³

2-1-2-2-1- Le plan de financement

Le tableau de financement est un tableau pluriannuel de ressources et d'emplois prévisionnels sur une période qui va de trois à cinq ans. Il donne lieu à une déclinaison sur le court terme, appelé le budget de trésorerie. Le plan de financement permet de vérifier à priori la cohérence de la politique d'investissement et de financement. Les ressources doivent impérativement couvrir les emplois. Si les ressources financières sont insuffisantes, il faut revoir les hypothèses initiales de prévisions. La présentation du tableau de financement est laissée au libre choix de l'entreprise, mais en générale on a affaire à un tableau pluriannuel en liste avec un nombre de colonnes correspondant à la période du plan. Les emplois et les ressources s'inscrivent dans le même ordre que dans un tableau de financement en liste

⁴³ Béatrice et F. Grandguillot, « Analyse financière », 12^{ème} édition Lextenso, Paris, 2008, p.18.

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

Tableau N°04 : Modèle du tableau de financement

Tableau de financement de la société	N+1	N+2	N+3	N+4
Ressources				
Capacité d'autofinancement				
Cessions d'immobilisation				
Augmentation du capital en numéraire				
Subventions reçues				
Emprunts souscrits				
Total ressources				
Emplois				
Dividendes versés				
Investissements				
Remboursement du capital des emprunts				
Variation du BFRE				
Total emplois				
Variation de la trésorerie (Total des ressources-total des emplois)				

Source : D.OGIEN, « Gestion financière de l'entreprise », Edition DUNOD, Paris, 2008, p.85.

2-1-2-2-2- Le plan de trésorerie

Le plan de trésorerie fait naturellement suite au budget de trésorerie. Il consiste à procéder à des ajustements pour résorber les éventuels déficits de trésorerie apparaissant à la fin de chaque mois. Le plan de trésorerie informe l'entreprise sur la possibilité d'assurer le financement de son activité au cours de l'année (ou des mois à venir). S'il apparaît un déficit de trésorerie, il faut alors comparer ce besoin de financement avec les lignes de crédits possibles, les sources de financement à court terme les plus utilisées sont l'escompte et le découvert bancaire.⁴⁴

⁴⁴ D.OGIEN, OP-CIT, p.124.

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

Tableau N°05 : Plan de trésorerie prévisionnel

Echéances	31/01/n	28/02/n		31/12/n
A nouveau				
<u>I Prévision de dépenses</u>				
Charges du personnel				
Dépenses générales				
Impôts et taxes				
Sommes payées aux fournisseurs				
Frais financiers				
Total des dépenses				
II Prévisions de recettes				
Encaissements S/Ventes				
Différence entre les recettes et dépenses				
Solde de fin de période				

Source : D.OGIEN, « *Gestion financière de l'entreprise* », Edition DUNOD, Paris, 2008, p.86

3- Les utilisateurs de l'analyse financière

Nous savons que l'analyse financière permet de minimiser le risque de perte, pour cela, plusieurs organismes l'utilisent dans leur secteur d'activité. Dans cette section on va désigner les principaux utilisateurs de l'analyse financière ainsi l'objectif et la démarche poursuivi par chacun d'eux.

3-1- Les acteurs de l'analyse financière

Nous pouvons énumérer six principaux utilisateurs de l'analyse financière.

3-1-1- Les analystes financiers sur le marché

Les analystes financiers travaillant au profit d'une banque ou une société de bourse effectuent la technique d'analyse financière pour émettre des recommandations d'achat ou de vente des entreprises cotées. A ce stade, l'analyste financier doit évaluer les perspectives de résultat prise individuellement. Puis, il les pondère en fonction du poids que chaque activité représente dans l'ensemble du groupe.⁴⁵

3-1-2- Les entreprises

Les entreprises utilisent la technique d'analyse financière pour analyser leur situation puis faire un diagnostic financier afin d'éclairer le responsable et le chef de l'entreprise sur la situation financière de cette dernière. Cette pratique est parfois peu structurée pour cela les entreprises demandent l'aide des experts comptables et des cabinets d'audit. Cette étude permet de :

- Détecter des problèmes difficiles à découvrir tel que l'augmentation déficitaire du chiffre d'affaire ;
- Préparer les décisions de l'entreprise en suivant les réalisations et les performances à l'aide des indicateurs spécifiques ;
- Elaborer des plans de financement et d'investissement à travers la formalisation des informations financières nécessaires.⁴⁶

⁴⁵ B. BACHY et M. SION, « analyse financière des comptes consolidés normes IFRS », 2ème édition, Edition DUNOD, Paris, 2009, p.160.

⁴⁶ J. CABY & J. KOEHL, « Analyse financière » Edition Dareios& Pearson Education, Paris, 2006, p. 35.

3-1-3- Les comités d'entreprise

Cette fonction est obligatoire pour toute entreprise ayant dépassée les cinquante (50) salariés. En effet, les organisations sont tenues de faire appel à un expert-comptable choisi par les représentant des salariés et rémunéré par l'entreprise et sans faire signe aux dirigeants, ce dernier permet aux dirigeants de s'informer indépendamment de la situation financière de leur entreprise, pour réaliser sa mission correctement l'expert-comptable demande un ensemble de document qui sont :

- les comptes de la société mère si elle existe ;
- les comptes annuels et les actifs financiers ;
- Les rapports demandés par les salariés à une société d'audit ;
- Des documents expliquant l'évolution de l'activité de l'entreprise ;
- Eléments d'information sociale.⁴⁷

3-1-4- Les fournisseurs

Les fournisseurs réalisent des analyses financières pour évaluer le risque de défaillance de ses clients. Lorsqu'ils vendent à la filiale d'un groupe, ils analysent tout d'abord la solvabilité de l'entité cliente à partir de ses comptes individuels. Ils s'intéressent ensuite à la solvabilité du groupe par l'analyse des comptes consolidés. L'analyse de la solvabilité du groupe prend une importance particulière lorsque :

- Le fournisseur a obtenu une garantie de la maison mère : lettre d'intention, caution, garantie à première demande ;
- L'entité cliente a un statut juridique dans lequel les actionnaires ou associés sont solidairement ou indéfiniment responsables des dettes de l'entreprise.⁴⁸

3-1-5- Les agences de notation

La notation financière désigne l'attribution de notes (ratings) à des emprunteurs ou à des titres de dette afin d'évaluer leur risque de défaut de paiement sur le principal ou les intérêts de la part de l'emprunteur générant une perte pour le prêteur.⁴⁹

⁴⁷J. CABY & J. KOEHL, OP-CIT, p.35.

⁴⁸BACHY.B et M. SION, OP-CIT, p.159.

⁴⁹ E. PAGET-BLANC et N. PAINVIN, « La notation financière », Edition DUNOD, Paris, 2007, p.01.

Le comité de Bâle⁵⁰ définit les agences de notation comme des organisations commerciale dont l'activité consiste à évaluer la qualité de crédit des différents types d'emprunteurs.

3-1-6- Les concurrents

Le concurrent utilise habituellement l'analyse financière pour comparer ses marges à celle des autres entreprises de son secteur d'activité. Concernant les comptes consolidés, cette analyse n'est évidemment pertinente que pour les groupes « mono activité » ou pour les groupe faisant apparaître des informations sectorielles sur des activités comparables.⁵¹

3-1-7- Les banques

Dans plusieurs pays tel que la France les banques sont les premières à utiliser la technique de l'analyse financière et beaucoup d'autre techniques pour répondre à leurs besoins spécifiques notamment dans l'opération de crédit qui constitue le cœur de l'activité bancaire. Pour bien mener cette opération et dans le cadre de la prise de décision de l'octroi du concours financiers aux entreprises, la banque doit se poser question es que la firme est capable de rembourser son emprunts ? Autrement dit, l'institution financière doit mesurer la liquidité et la solvabilité du débiteur de crédit. Pour se faire, il existe plusieurs outils de mesure offerts par l'analyse financière, ils permettent :

- De prendre la décision de l'octroi ou de non octroi de nouveaux concours bancaires ;
- S'assurer que ses clients ont la capacité de rembourser des crédits déjà accordés ;

Parmi ces outils, on trouve les états financiers (Bilan, compte de résultat...etc.) que la banque oblige à son entreprise de les présenter régulièrement au profit du comité de crédit. Bien entendu que le résultat assorti de ces états financiers est décisif mais la banque s'appuie sur d'autres mesures dans la prise de décision, parmi ces mesures on trouve :

- La relation de confiance qui existe entre le chargé d'affaire bancaire et les dirigeants de l'entreprise ;
- Les différentes garanties comme les cautions personnelles des dirigeants propriétaires.

Pour faire face à ces mesures les banques procèdent traditionnellement à une rotation des chargés d'affaires chaque période qui varie entre deux à trois ans pour éviter la personnalisation des relations de ces derniers avec le responsable financier de l'entreprise pour ne pas troubler le jugement de représentant de la banque.

⁵⁰J.CABY & J.KOEHL, OP-CIT, p.35.

⁵¹ BACHY.B et M. SION, OP-CIT, p.159.

3-1-8- Les clients

Inversement à l'analyse du fournisseur qui analyse la solvabilité de son client. Ce dernier, évalue ses fournisseurs dans l'objectif en vue d'analyser les possibilités de négociation sur les prix lors de l'achat d'un bien auprès de lui. Pour se faire, le client suit la démarche fournisseur en combinant l'analyse des comptes individuels de son fournisseur et celle des comptes consolidés du groupe auquel celui-ci appartient.⁵²

3-2- Les finalités recherchées par les acteurs de l'analyse financière

En adaptant la technique de l'analyse financière plusieurs finalités peuvent faire objet de recherche, on trouve :

3-2-1- Evaluation en vue d'une introduction sur le marché boursier

Cette introduction constitue une mission très importante et délicate pour l'analyste financier car il est responsable du succès ou de l'échec de l'opération. Cette importance ressort de sa participation dans la fixation du prix d'émission, deux situations peuvent exister :

- Le cas où le prix est trop faible : dans de telle situation les actionnaires regretteront le placement de leurs actifs au profit de l'entreprise ;
- Le cas où le prix est trop élevé : les investisseurs institutionnels ne vont pas souscrire les titres de l'entreprise.

Pour faire face à ces deux situations, l'analyste financier doit justifier le prix d'introduction par les méthodes suivantes :

- Méthode faisant référence à la valeur de l'entreprise sur le marché « le goodwill »
- Evaluer l'entreprise par rapport aux cours boursiers des autres sociétés comparables.⁵³

En appliquant ces diverses méthodes, l'analyste financier estime avoir des résultats plus rigoureux mais de l'autre côté la diversité des valeurs souligne l'imprécision et fait appel aux risques qui entourent l'activité de l'entreprise.⁵⁴

⁵² BACHY.B et M. SION, OP-CIT, p.159.

⁵³ H. Bruslerie, « Analyse financière », 4^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2010, p. 408.

⁵⁴ IDEM.

3-2-2- Analyse financière de l'entreprise en difficulté

L'analyse financière de l'entreprise en difficulté se situe dans un environnement exceptionnel où la survie de l'entreprise est menacée et/ou lorsqu'un litige se développe. Elle répond à une demande d'évaluation présentée par les tiers ou certains actionnaires. Souvent dans le cadre de procédure de redressement judiciaire, il s'agit de mettre en place un plan de continuation prévoyant l'entrée d'un partenaire extérieur.⁵⁵

⁵⁵ IBID, p.412

Conclusion du chapitre I:

A la fin de ce chapitre, on peut dire que dans une économie d'endettement, le crédit constitue la principale mission d'une institution financière, et occupe une place impressionnante notamment dans l'économie avec l'existence d'une large gamme de produit que le banquier peut offrir au profit de sa clientèle.

Ce dernier peut avoir un impact positive et négative que ça soit sur l'économie en général ou sur l'organisme prêteur, la banque, vue le degré du risque qu'il présente pour le banquier. Pour faire face et avant d'octroyer un prêt, le banquier est tenu d'adapter la technique d'analyse financière en vue de la minimisation des risques que présentent les détenteurs de crédit.

Cette technique aide le banquier s'assurer de la capacité de remboursement de l'emprunteur à travers l'analyse de ses états financiers tels que le bilan et le compte de résultat qui sont considérés comme des outils sur lesquels l'organisme financier s'appuie lors de l'analyse de la demande de crédit du client. Vu l'efficacité remarquable que porte cette technique sur les institutions financière, plusieurs autres agents économiques ont optés pour son utilisateur : les entreprises, les agences de notation, les fournisseurs... tout en soulignant que l'utilisation de cette technique diffère des objectifs recherches pour chacun de ces derniers.

Chapitre 02

Introduction du chapitre II:

Maximiser ses bénéfices et minimiser ses pertes auxquels s'associe la recherche de la continuité d'exploitation ont toujours été des fins extrêmes de chaque entreprise quoique se soit son activité commerciale, industrielle en prestataire de service. Au cours, de son activité l'entreprise peut se retrouver en bonne situation financière, en équilibre et un surplus de trésorerie, dans ce cas elle pourra réinvestir les fonds interne et faire l'extension de son activité. Dans d'autres circonstances l'entreprise rencontre des difficultés financières ; ne dispose pas suffisamment de ressources de financement internes, pour remédier a cette situation l'entreprise fera recours au financement externe en forme de demande de crédit bancaire .Les banques une fois qu'elles reçoivent les demandes de crédit ; commencent le traitement de ces dernières.

La prise de décision d'octroi ou du non-octroi du crédit passe par un long processus. Cela peut ce faire en prenant en compte plusieurs paramètres commençant par la prise de connaissance du demandeur de crédit puis une étude minutieuse de la situation financière et une détermination des précautions à prendre.

Pour ce faire, ce chapitre est conçu d'une manière qui nous permette de présenter les étapes d'appréciation du dossier du demandeur de crédit à savoir les documents administratifs, juridiques, financiers et fiscaux exigés et les états financiers du client ainsi que la pratique des méthodes d'analyse financière portant essentiellement sur l'équilibre financier et les différents ratios qui peuvent être utilisés par le banquier.

De ce fait, ce chapitre est subdivisé en trois principales sections:

Section 01 : Le montage d'un dossier de crédit ;

Section 02 : L'analyse des états financiers ;

Section 03 : L'analyse par la méthode des ratios.

1- Le montage du dossier de crédit

Pour les banques avant d'entamer l'analyse de la situation financière de l'entreprise, elles doivent passer tout d'abord par ce qu'on appelle le montage de dossier de crédit qui consiste au recueil de tout document exigé utile et nécessaire au banquier pour faire son étude. Pour ce faire, la banque exige au client un ensemble de documents que ce dernier se trouve dans l'obligation de les fournir.

1-1- Les documents

A ce titre, les documents exigés par la banque se différent en fonction de la nature du crédit sollicité par le client, on distingue :

1-1-1- Les documents constitutifs du dossier de crédit d'exploitation

A la réception d'un client voulant accéder à un crédit d'exploitation, le banquier exige un ensemble de document dans l'objectif de connaître les points fort et les points faibles du client à financier ainsi que la mesure du risque à couvrir par la banque. Parmi les documents usuellement exigés, nous pouvons citer :

1-1-1-1- Documents administratifs et juridique

Ce dossier regroupe l'ensemble de pièces et de copies légalisées, on peut citer :⁵⁶

- Une demande de crédit signée par une personne habilitée à engager l'entreprise et revêtue du cachet de cette dernière. Elle doit porter des précisions sur le montant, la nature et l'objet du concours sollicité ;
- Une copie certifiée conforme du registre de commerce ;
- Une copie certifiée conforme des statuts pour les personnes morales ;
- Délibération des associés autorisant le gérant à contracter des emprunts bancaires, (si cette disposition n'est pas prévue dans les statuts) ;
- Une copie certifiée conforme du bulletin officiel des annonces légales (BOAL) ;

Une copie certifiée conforme du titre de propriété du terrain ou du bail de location des loc

⁵⁶ S.ZOURDANI, « Analyse des crédits bancaires » Thèse de Doctorat Université Mouloud MAAMERITIZI-OUZOU, 2016, p.36.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

- aux à usage professionnel ;
- Une déclaration d'existence pour les entreprises n'ayant pas encore entamé leurs activités.

1-1-1-2- Les documents comptables et financiers

En demandant ces documents, le banquier cherche à s'informer des différentes activités faites par l'entreprise au cours des exercices précédents et avoir une vision ou des prévisions sur les exercices à venir. Pour se faire, il exige les documents suivants :⁵⁷

- Les trois derniers bilan et annexes des exercices clos signés par l'entreprise ;
- Les bilans des sociétés de personnes (SNC) doivent être signés par un comptable agréé ;
- Le bilan d'ouverture, les prévisions de clôture de l'exercice à financer et le bilan prévisionnel de l'exercice suivant, pour les entreprises en démarrage ;
- Situation comptable (actif, passif, tableau de compte de résultat) pour les demandes introduites après le 30 juin ;
- Bilan et compte de résultat (CR) prévisionnels se rapportant à l'exercice à financer ;
- Budget de trésorerie.

1-1-1-3- Les documents fiscaux et parafiscaux

Dans le cas où l'entreprise a des dettes vis-à-vis de l'administration fiscale la banque exige une pièce fiscale et parafiscale apurée (moins de trois ans) qui sont :⁵⁸

- Un extrait de rôle apuré ;
- Une attestation de mise à jour délivrée par la caisse d'assurance sociale pour les non-salariés ;
- Une attestation de mise à jour délivrée par la Caisse Nationale d'Assurance des salariés ;
- Une attestation d'affiliation aux Caisses de Sécurité Sociales pour les nouvelles affaires.

Il faut prendre note que ces documents sont exigés en trois exemplaire .

⁵⁷ L. ADJEMOUT et C. BEN ACHOUR, OP-CIT, p.49.

⁵⁸ S.ZOURDANI, Op-Cit, p.36.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

1-1-2- Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement

Pour les crédits d'investissement le banquier exige la fourniture des documents ci-dessous :

1-1-2-1- Les documents administratifs et juridiques

Tout dossier d'investissement, pour être recevable doit comprendre les documents suivants⁵⁹ :

- Une demande qui doit préciser l'objet du crédit, le montant sollicité et la durée de remboursement souhaité ;
- Une copie certifiée de la déclaration d'investissement enregistré auprès de l'agence pour la promotion et le soutien de l'investissement ;
- Une copie certifiée de registre de commerce ou récépissé du dépôt ou autre autorisation d'exercer ;
- Une copie certifiée du BOAL (Bulletin officiel des annonces légales ;
- Les titres de propriété ou les différents contrats du bail.

1-1-2-2- Documents comptables et fiscaux

Ils sont constitués des documents suivants :⁶⁰

- Bilan définitif et TCR compris les annexes complémentaires des trois derniers exercices clos à réclamer dans les mêmes conditions que pour une demande de crédit d'exploitation ;
- Bilan et TCR prévisionnels étalés sur la durée du crédit sollicité et dûment signé par une responsable habilité ;
- Les pièces fiscales et parafiscales apurées datant d'au moins trois mois pour les entreprises en activité et déclaration d'existence pour les entreprises n'ayant pas encore exercé.

1-1-2-3- Les documents économiques et financiers

Ces documents doivent fournir une étude détaillée du marché visé et permettre au banquier de se renseigner sur le plan de production de la firme à court, à moyen et long terme. Ces documents sont :⁶¹

⁵⁹ DJAOUANI.O & HADJEB.S & IBARI.S, « L'étude et montage d'un crédit d'investissement auprès d'une banque » Mémoire master, Université Mouloud MAAMERI TIZI- OUZOU, 2011, p.35.

⁶⁰ S.ZOURDANI, Op-Cit, P.50.

⁶¹ Documents internes de la BNA.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

- Etats financiers des trois derniers exercices (actif, passif, tableau de compte de résultat) ;
- Rapport du commissaire aux comptes pour les SARL et SPA ;
- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales ;
- Bilan d'ouverture et bilan prévisionnel sur la durée du prêt sollicité ;
- Plan de financement de l'investissement ;
- Facture préforma et/ou contrat d'achat d'équipement récents (moins de trois mois), justifiant chaque rubrique de la structure d'investissement ;
- Devis quantitatif et estimatif des travaux à réaliser (éventuellement) ;
- Expertise à réaliser par un expert agréé, pour tout apport en nature.

1-1-2-4- Documents techniques

Ce document est constitué des pièces suivantes :⁶²

- Permis de construction ;
- Plan d'architecture ;
- Autorisation de concession et étude géologique pour projet d'extraction de matières premières ;
- Planning de réalisation.

Après avoir reçu les documents exigés, le banquier se projette vers une étude technico-économique du projet présenté par le demandeur de crédit. Pour se faire, il suit la démarche suivante :

1-2- La démarche d'étude d'un dossier de crédit

Cette démarche consiste à étudier le demandeur de crédit ainsi que le projet qu'il projette réaliser dans des différents angles, il suit les étapes suivantes :

1-2-1- Etude du statut juridique de l'entreprise

Après avoir fourni tous les documents précédents la banque se met à la présentation de l'entreprise demandeuse de crédit à travers la détermination de son statut juridique. A ce stade, on trouve l'ensemble des sociétés suivantes:

⁶²HADDAD.M et HADID.L, « Montage d'un dossier de crédit d'investissement » mémoire Master, université Mouloud MAAMERI ; TIZI-OUZOU, 2011, p.105.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

- Les entreprises individuelles ;
- Les entreprises sous formes de sociétés ;
- Les sociétés de personnes (les sociétés à commandité simple (SCS) ; les sociétés à responsabilité limitée (SARL) ; l'entreprise unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL))
- Les sociétés de capitaux (la société par action (SPA) ; ⁶³

1-2-2- Identification des promoteurs et des dirigeants

Le banquier, avant d'accorder un prêt, doit recueillir un ensemble d'information concernant le client quel que soit la nature du crédit et les prévisions qu'il veut réaliser. Ces informations vont permettre au banquier de :

- Porter un jugement sur la moralité des dirigeants ;
- Juger la compétence des dirigeants dans la gestion de l'entreprise.

Dans les grandes entreprises, les compétences des dirigeants doivent être jugés selon leurs spécialités respectives ainsi que le rôle qu'ils jouent au niveau de la firme (directeur financier, chef d'ouvrier...).

Dans telle situation, on peut trouver des entreprises déjà en cours d'activité. Dans ce cas, le banquier devra se focaliser sur l'analyse de son historique en traitant les points suivants :

- Les chiffres d'affaires réalisés et confiés à la banque ;
- La performance de l'entreprise et la qualité du produit fabriqué ;
- Les moyens de production et les conditions de travail du personnel ainsi que leur stabilité ;
- L'historique des crédits obtenus par l'entreprise en précisant leur nature, le montant et les garanties recueillies. ⁶⁴

1-2-3- Analyse technico-économique du projet

Après avoir tous les documents nécessaires, le banquier doit analyser la viabilité ou la faisabilité du projet et cela à travers l'analyse du marché, analyse commerciale, analyse technique et analyse des coûts. ⁶⁵

⁶³Institut de la formation bancaire, « Montage de dossier de crédit aux entreprises », 2021, Alger, pp.10.11.

⁶⁴L. ADJEMOUT et C. BEN ACHOUR, Op-Cit, p74.

⁶⁵ IBID .p109 .

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

1-2-3-1- Etude de marché

L'étude de marché est « l'analyse qualitative et quantitative d'un marché, c'est-à-dire de l'offre et de la demande d'un produit ou d'un service afin de permettre l'élaboration des décisions commerciales. »⁶⁶

1-2-3-1-1- Les études qualitatives

Cette analyse concerne le type de produit ; le mode d'utilisation, l'attitude et le comportement de la clientèle. Elle permet de :

- Comprendre le comportement de l'acheteur ;
- Connaître l'adaptation du produit au marché ;
- Connaître l'attitude de la concurrence.

1-2-3-1-2- L'étude quantitative

A base mathématique, elles ont pour objet de répondre aux questions du style « combien de personnes qui seront susceptibles d'acheter notre produit, et en quelle quantité. »⁶⁷

1-2-3-1-3- Détermination des partenaires

Il s'agit principalement des clients et des fournisseurs. Le banquier doit mener l'analyse suivante de ces derniers: ⁶⁸

En ce qui concerne la clientèle, le banquier doit poser l'ensemble des questions suivantes :

- Quelles est la clientèle de l'entreprise ?
- Es ce que l'entreprise accorde des délais de paiement à ces clients, si c'est le cas, sont-ils respectés par ces derniers ?

Quant aux fournisseurs, le banquier est dans l'obligation de savoir :

- Le nombre de fournisseurs, il est préférable qu'il soit assez important, pour éviter toute perturbation éventuelle l'indisponibilité temporaire ou définitive des marchandises chez un ou plusieurs fournisseurs ;
- La notoriété de ces derniers ;
- Leurs implantation dont il est préférable qu'elle soit nationale afin d'éviter tout risque de change ou réglementaire.

⁶⁶ J. Meyer « Economie de l'entreprise Classes de première G », 2^{ème} édition Edition, Dunod, Paris, 2007, p.91.

⁶⁷IBID. p 109.

⁶⁸L. ADJEMOUT et C. BEN ACHOUR, Op-Cit p52.

1-2-3-2- Aspects commerciaux du projet

Sont principalement

1-2-3-2-1- La politique de produit

Elle est constituée par l'ensemble des décisions relatives aux caractéristiques du produit qui constitue la raison d'être économique de l'entreprise. Elle doit fabriquer un bon produit notamment pour acquérir la confiance du banquier. Pour la banque, il est souvent préférable d'avoir une production diversifiée pour être flexible à l'apparition d'un produit de substitution et pour répondre à la variété des besoins de marché.⁶⁹

1-2-3-2-2- Le renouvellement des produits

Un produit est caractérisé par sa durée de vie limitée donc il faut toujours prévoir son renouvellement. En principe, un produit passe par quatre phases principales, on peut citer :

➤ Phase de lancement

Elle fait référence à celle de l'introduction d'un nouveau type de produit. Elle est caractérisée par sa faible croissance causée par la longue durée que prend l'innovation.

➤ Phase de développement

Elle est caractérisée par :

- Le nouveau produit est mieux connu et attire rapidement de nouveaux clients ;
- Les volumes de ventes augmentent sensiblement.

➤ Phase de maturité

Le produit cesse d'être une innovation, il s'est déjà largement diffusé et connaît donc une croissance de ventes beaucoup plus faible, voire nulle.

➤ Phase de déclin

Dans cette phase, le produit est dépassé par des nouvelles innovations. Une diminution remarquable des ventes.⁷⁰

⁶⁹BAYNAST & LENDREVIE & LEVIE, « MERCATOR : Tout le marketing à l'ère digitale », 12^{ème} édition Edition DUNOD, MALAKOFF, Paris, 2017, p.226.

⁷⁰ IDEM.

1-2-3-2-3- La politique de gamme de produit

Une gamme est un ensemble des produits qui relèvent de la même catégorie, que celle-ci soit définie en termes de fonction principale, de besoin, de public, de circuit de distribution, de prix....

Pour un meilleur service à la clientèle, l'entreprise est parfois amenée à fabriquer plusieurs produits et commercialiser cette gamme qui s'appelle « une famille des produits » et contient globalement:⁷¹

- Le produit d'attaque, vendu à des prix compétitif (son rôle n'est pas de créer du profit, mais d'attirer les clients sur les autres produits rentables) ;
- Le produit de complémentarité, dont l'achat est lié à l'achat d'un autre produit considéré comme principale ;
- Le produit de rentabilité, celui sur lequel l'entreprise gagne de l'argent ;
- Les produits d'image de marque qui assurent le prestige de l'entreprise ;
- Le ou les produits de développement qui assurent la relève ;
- Le ou les produits des blocages de la concurrence ;

Pour suivre l'évolution du marché, il ne faut pas hésiter à supprimer les produits qui ne correspondent pas aux besoins des clients de la gamme de produits.

1-2-3-3- Analyse technique du projet

L'évaluateur d'un projet d'investissement doit se référer aux différentes données techniques fournies par les spécialistes.⁷²En matière d'analyse technique, l'évaluateur doit étudier les points suivants:

1-2-3-3-1- Le processus de production

A travers les catalogues des machines et des équipements à utiliser, les prescriptions des organismes spécialisés et la nature de l'activité de l'entreprise (industrie lourde, légère, transformation, distribution), l'évaluateur pourrait déterminer la longueur du cycle de production de l'entreprise et, à son travers, les besoins du projet tant en investissement (matériels, équipements, locaux ...) qu'en exploitation (matières premières, main d'œuvre...etc.). Il met en évidence :

⁷¹ BAYNAST & LENDREVIE & LEVIE, OP-CIT, p.220.

⁷² LASARY, « Evaluation et financement de projets », Edition El Dar El Othmania, Algérie, 2007, p.45.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

- Le choix entre une technologie maîtrisée et connu, ou essayer de maîtriser la technologie proposée ;
- Le choix du matériel de production, sa performance, ses caractéristiques techniques, modalités d'acquisition, la garantie du fournisseur... ;
- Le processus de production envisagé ;
- Les capacités techniques de l'unité ;
- S'assurer de la faisabilité technique du projet ;
- Vérification de la disponibilité des ressources techniques nécessaires à la réalisation du projet ;
- La bonne formation du personnel concernant la technologie proposée ; la matérialisation du calendrier d'exécution et la disponibilité des ressources humaines durant la période de réalisation du projet ;
- Prévoir les conséquences du projet sur le fonctionnement actuel de l'entreprise.⁷³

1-2-3-3-2- La localisation géographique et l'approvisionnement

D'un côté, le projet doit être bien implanté afin de minimiser les coûts d'approvisionnement et de distribution. En effet, la localisation peut constituer un facteur pour la réussite du projet. Par ailleurs, celle-ci devra être retenue selon :

- L'existence d'une partie importante de matières premières nécessaires à la production ;
- La proximité des marchés à satisfaire ;
- La disponibilité d'un terrain d'assiette, suffisamment grand pour contenir l'unité et les extensions éventuelles ;
- L'existence de moyens de communication et de transport de personnes et de marchandises ;
- L'existence des commodités : énergie, eau, combustibles ;
- La disponibilité de la main d'œuvre.⁷⁴

⁷³ A-C. RANYA & M-M.RAJABU, OP-CIT, p56.

⁷⁴ F.BOUYAKOUB, OP-CIT, p51 .

1-2-3-3- La durée moyenne et le planning de réalisation :

La durée nécessaire pour l'installation définitive des équipements de projet et les phases d'évolution de son niveau de production ce qui servira d'éviter les risques de dépassement des couts de mauvaises gestion.⁷⁵

Le banquier doit vérifier si l'entreprise a vraiment choisi la bonne localisation du projet ou non. On entend par une bonne implantation, être proche des fournisseurs et ne pas être loin des clients du marché visé pour l'écoulement de ce produit.

1-2-3-4- L'analyse des coûts

Le détail du programme d'investissement présenté par le promoteur du canevas de demande de crédit doit faire objet d'un examen minutieux rubrique par rubrique, pour s'assurer notamment que les coûts sont correctement évalués (factures définitives ou préforma, contrat), ce détail regroupe les coûts suivant :

- Les dépenses engagées par le promoteur pendant la phase de maturation du projet (Frais préliminaires) ;
- Le coût des terrains ou sa valeur vénale ;
- Les dépenses liées à la construction (terrassement, gros œuvres...) ;
- Les équipements et matériels acquis ou à acquérir ;
- Coûts liés au matériel de transport et de manutention ainsi que les mobiliers.⁷⁶

Remarque

Afin d'éviter le risque de non remboursement du crédit, l'évaluateur doit s'assurer de plus sur la situation de la conjoncture économique et politique du pays (en cas de non stabilité).

⁷⁵A-C.RANYA & M-M.RAJABU, IBID, p57.

⁷⁶HADDAD.M & HADID.L, Op-Cit, p.106.

2- L'analyse des états financiers

L'analyse des états financiers du client demandeur de crédit consiste à l'étude des différents documents comptables et financiers fournis par ce dernier. Ces documents sont constitués principalement du bilan de compte de résultat et les annexes.

2-1- L'étude du bilan

Pour effectuer l'analyse du bilan de l'entreprise, il ya lieu de souligner que le bilan financier regroupe deux principaux éléments, il s'agit de :

- d'actif constitués par :
 - Un actif à plus d'un an nommé actif immobilisé constitué par l'ensemble des immobilisations (immobilisations incorporelles, corporelles et financières).
 - Un actif à moins d'un an nommé actif circulant qui regroupe les valeurs d'exploitation constituées par les stocks encours, les valeurs réalisables qui regroupe l'ensemble des créances (clients, autres débiteur, impôts et assimilés et les autres créances et emplois assimilés) et celle disponibles constituées par la trésorerie, placement et autres actifs financiers courants.
- Et du passif constitués par :
 - Des capitaux propres qui regroupes le capital émis, capital non appelé, prime et réserves, écart de réévaluation, écart d'équivalence, résultat net et autres capitaux propres.
 - Les dettes à long et moyen terme constitués par les emprunts et dettes financières, impôts différés et provisionnées, autres dettes courantes, provisions et produits constatés d'avances.

Les dettes à court terme constitués par l'ensemble des éléments du passif courant (fournisseurs et comptes rattachés, impôts, autres dettes et trésorerie passif.⁷⁷

⁷⁷E.COHEN, OP-CIT, p.19

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

Tableau N° 06 : La structure standard du bilan financier :

Actif immobilisé ➤ Immobilisation incorporelles ➤ Immobilisation corporelles ➤ Immobilisation financières		Capitaux permanents	Capitaux Propres
Actif Circulant	Valeurs d'exploitation		Dettes à long et moyen terme
	Valeurs réalisables		
	Valeurs disponibles	Dettes à court terme	

Source : E.COHEN, « Analyse financière », 5^{ème} édition ECONOMICA, Paris, 2004, p 20.

Le bilan financier, de l'entreprise sont examiner par le banquier qui analysera les équilibres financiers de ce dernier à travers plusieurs ratios.

2-1-1- Les ratios d'équilibre financier

Pour exprimer l'équilibre financier.

2-1-1-1- Le fond de roulement

C'est la part des ressources stables disponibles après le financement des actifs immobilisés et actifs sans valeur pour contribuer à couvrir les besoin de financement liés à l'exploitation.⁷⁸ Il est calculé comme suite :

$$FR = \text{Ressources stables} - \text{Actif immobilisé net}$$

Le résultat du calcul du fond de roulement peut présenter trois situations différentes, on distingue :

FR>0 : le passif immobilisé finance suffisamment les immobilisations et une partie de l'actif circulant. C'est une situation très favorable pour l'entreprise.

FR=0 : le passif stable finance suffisamment l'actif stable mais pas une partie de l'actif circulant ;

FR<0 : les ressources stables ne financent pas suffisamment l'actif stable, il existe un besoin de financement à long terme des immobilisations.

En effet le fond de roulement doit être toujours positif mais dans certain secteur on peut admettre un fond de roulement nul ou négatif dans le cas où les stocks tournent vite et les clients payent au comptant.⁷⁹

⁷⁸Luc et B. ROLLANDE, « Pratique de l'analyse financière », Edition DUNOD, Paris, 2009, p.110.

⁷⁹IDEM.

Remarque :

En principe, le résultat du fond de roulement peut toujours être lié à la nature du secteur d'activité. On trouve :

- Dans une entreprise industrielle à cycle de production et/ou de commercialisation long et/ou contraintes de stockage élevé, le fond de roulement conséquent est nécessaire ;
- Dans une entreprise industrielle classique, un fond de roulement de l'ordre de 20% de l'actif circulant est souhaitable ;
- Dans une entreprise du secteur de la grande distribution, un fond de roulement négatif peut être admis.⁸⁰

2-1-1-2- Le besoin en fond de roulement (BFR)

Le besoin en fond de roulement (BFR) est un besoin net de financement des opérations de gestion principalement. Cette contrainte d'exploitation a pour origine les décalages de paiement fréquent sur charges et produits. Un tel besoin de financement a tendance à devenir permanent en raison du caractère répétitif des opérations qui le déclenchent. C'est cette propension au renouvellement du besoin qui justifie son appellation « besoin en fond de roulement » ou « besoin en capitaux permanents », puisque le FR est un excédent de ressources stables. Cela dit, le BFR subit l'influence de la nature saisonnière ou non de l'activité.⁸¹

A travers la définition précédente, on constate que le BFR est la part des besoins en financement liés à l'activité (exploitation ou hors exploitation) non couverte par les ressources de cette même activité. Il peut être calculé comme suite :

$$BFR = \text{Actif circulant} - \text{passif circulant}$$

Le résultat du calcul du BFR peut présenter trois situations possibles, on trouve :

$BFR > 0$: les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources de la même nature. Il existe un besoin en fonds de roulement ;

$BFR \leq 0$: les emplois sont inférieurs aux ressources, il n'existe aucun besoin de financement de l'exploitation et l'excédent des ressources dégagées va permettre d'alimenter la trésorerie nette de l'entreprise.⁸²

⁸⁰ Luc et B. ROLLANDE, OP-CIT, p.112.

⁸¹ S. Pariente, « Analyse financière et évaluation de l'entreprise », Edition PEARSON Education, France, 2013, p.13.

⁸² IDEM..

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

2-1-1-3- La trésorerie nette

La trésorerie peut être définie comme le résultat de « la différence entre les actifs de trésorerie, c'est-à-dire les disponibilités, et les passifs de la trésorerie, c'est-à-dire les dettes financières les plus rapidement exigibles (Concours bancaires et les soldes créditeurs des banque).⁸³ La trésorerie nette peut être calculée de deux manières différentes :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Fond de roulement} - \text{Besoin en fond de roulement}$$

Ou

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Disponibilité} - \text{Concours bancaires courant}$$

Lors du calcul de la trésorerie six situations possibles peuvent se révéler :

- $FR > BFR$: La trésorerie est positive, c'est une situation satisfaisante sous réserve à priori ;
- FR positif mais insuffisant pour couvrir le BFR : la trésorerie est négative et l'équilibre financier de l'entreprise repose sur des concours bancaires ;
- FR positif et BFR négatif : la trésorerie est positive : C'est une situation très favorable pour l'entreprise.
- $FR < 0$; $BFR > 0$: La trésorerie est négative, une telle situation est un signe d'une rentabilité insuffisante et de graves difficultés ;
- FR positif et inférieur à la valeur absolue du BFR ($|BFR|$) : La trésorerie est positif, une situation paradoxale ;
- $FR > 0$ et supérieur à la valeur absolue du BFR qui est négatif : la trésorerie est négative et son équilibres financier est réalisé grâce à des concours bancaires courants. Cette situation est comme la situation n°04, le symptôme de difficultés.⁸⁴

2-2- Analyse du tableau de compte de résultat

Par définition, le compte de résultat représente l'écart existant entre les produits et les charges d'une entreprise durant une année comptable. L'ensemble des résultats assortis de cette différence sont appelés par le solde intermédiaire de gestion.

Le SIG permettent de comprendre et d'analyser comment s'est formé le résultat d'une entreprise. C'est un outil pour toute entreprise désirant une bonne analyse de son résultat, le tableau des soldes intermédiaire de gestion présente une cascade de solde permettant de

⁸³A. Rivet, « Gestion financière », Edition Ellipses, Paris, 2006, p.263.

⁸⁴B. Collasse, « L'analyse financière de l'entreprise », 8ème édition Edition La Découverte, Paris, 2009 p.67.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

mettre en évidence des grandeurs qui caractérisent le comportement économique de l'entreprise, il propose une analyse des composantes du résultat et marque les différentes étapes de sa formation.⁸⁵

2-2-1- Utilité des soldes intermédiaire de gestion

Les SIG établis à partir du compte de résultat, constituent un outil d'analyse de la rentabilité et de l'activité de l'entreprise. Le calcul de ces derniers permet de :

- Apprécier la performance de l'entreprise et la création des richesses générées par son activité ;
- Ecrire la répartition de la richesse créée par l'entreprise entre les salariés et les organismes sociaux, l'Etat, les apporteurs de capitaux et les entreprises elle-même ;
- Comprendre la formation du résultat net en le décomposant ;
- Effectuer toutes les comparaisons utiles (interentreprises, branches professionnelles...).⁸⁶

⁸⁵ M.MONREAU, « Gestion des entreprises touristiques », Edition Bréal, Paris, 2008, p.106.

⁸⁶ K.AIT FERHAT & L.LIZA, « l'analyse financière comme outil d'aide à la prise de décision », Mémoire master , université Mouloud MAAMERI ; TIZI-OUZOU, 2016, p.59.

3- L'analyse par la méthode des ratios

En vue d'une meilleure analyse de l'entreprise, la banque utilise, en plus à l'analyse des états financiers, la méthode des ratios afin de se protéger au maximum du risque de crédit.

3-1- Présentation des ratios finis

Un ratio peut être défini comme un rapport de deux grandeurs. Celles-ci peuvent recouvrir des données brutes telles que les stocks ou un poste du bilan, ainsi que des données plus élaborées telles que le fond de roulement, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation⁸⁷.

Autrement dit, c'est un pourcentage assorti d'une division ou d'un rapport fait entre deux éléments du même genre issus du bilan, du compte de résultat.

3-1-1- L'objectif et l'intérêt de l'analyse par la méthode des ratios

Cette méthode permet le suivi du progrès par le responsable de l'entreprise ainsi de situer l'image de la situation financière de la firme en faveur des actionnaires, le personnel, les fournisseurs, les clients et la banque. Parmi les objectifs recherchés par l'entreprise à travers l'utilisation de cette méthode, on peut citer :

- La méthode des ratios doit être utilisée avec prudence pour un grand nombre d'actes économiques, les ratios ne sont qu'une première étape. Ils ne donnent pas au gestionnaire qu'un fragment et l'information dont il a besoin pour décider et choisir ;
- La réussite d'une décision financière repose sur l'aptitude qu'ont les responsables à prévoir les événements. La prévision est clé de succès de l'analyste financier. Quant au plan financier, il peut prendre de nombreuses formes qui doivent tenir compte afin de les correctement, ainsi que les faiblesses pour y remédier ;
- Faciliter l'interprétation économique et financière de la situation de l'entreprise, et d'identifier d'éventuels problèmes ;
- Joue un rôle d'indicateur des points faibles et points forts qui caractérisent la politique financière.⁸⁸

⁸⁷P. VIZZAVONA, « gestion financière », TOME1 8^{ème} Edition ATOL, Paris, 1992, p 51.

⁸⁸ IDEM.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

3-1-2- L'utilisation des ratios

Le responsable financier établi à chaque fin d'exercice (à la clôture de l'examen.) un ensemble de ratios qui seront utiles lors de la comparaison avec ceux des années précédentes et pour suivre l'évolution économique de l'entreprise. Au niveau interne, l'utilisation de ces derniers permet de les comparer avec les ratios standards que l'entreprise a fixés au début d'exercice comptable.⁸⁹

3-1-3- Les différents types de ratios

Dans la comptabilité on distingue les quatre ratios suivant :

- Les ratios de structure financière ;
- Les ratios d'endettement ;
- Les ratios de liquidité ;
- Les ratios de rentabilité ;
- Les ratios de gestion.

3-1-3-1- Les ratios de structure financière

Les ratios de structure financière caractérisent la situation financière de l'entreprise à un moment donné ; ils permettent d'apprécier les chiffres du bilan de l'entreprise et d'examiner comment ils s'harmonisent entre eux.⁹⁰

Les ratios de structure financière sont divers, on distingue:

- **Ratio de financement permanent**

Ce ratio mesure la couverture des immobilisations par les capitaux permanents. Il est calculé comme suit :

$$\text{Ratio de financement permanent} = \frac{\text{Capitaux permanents (CP)}}{\text{Valeurs immobilisées (VI)}}$$

Le résultat de ce ratio présente deux situations :

- Supérieur à 1 : indique que les capitaux permanents finance la totalité des emplois stables ;
- Inférieur à 1 : indique qu'une partie des emplois stables est financée par des ressources cyclique.⁹¹

⁸⁹ P. VIZZAVONA, OP-CIT, p.52.

⁹⁰ N. Redjem, « méthodes d'analyse financière », Edition Dar El-Ouloum, Annaba, 2005. p.93.

⁹¹ G. Melyon, « Gestion financière », 4^{ème} édition BREAL, France, 2007, p.160.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

- **Le ratio de financement total**

Ce ratio est utile dans la mesure de la part des ressources de l'entreprise. Il se calcule comme suit : ⁹²

$$\textbf{Ratio de financement total (RFT)} = \frac{\textit{Capitaux propres (CP)}}{\textit{Somme des passifs}}$$

Le résultat de ce rapport doit être supérieur ou égal ($\geq$) à 1/3.

- **Le ratio des immobilisations de l'actif (RIA)**

Ce ratio met en évidence le patrimoine de l'entreprise en montrant l'importance des immobilisations dans la constitution de ce dernier. Le résultat du rapport doit être supérieur ou égal à ½. Il se calcul comme suit : ⁹³

$$\textbf{Le ratio des immobilisations de l'actif} = \frac{\textit{Valeur immobilisées (VI)}}{\textit{La somme des actifs}}$$

- **Le ratio de financement propre des immobilisations**

Ce ratio concerne le financement propre des immobilisations. Il traduit ainsi l'autonomie dont l'entreprise fait preuve dans le financement de ces investissements cumulés. ⁹⁴

Autrement dit, le ratio de financement propre des immobilisations a pour objectif de mesurer la capacité de financement des investissements par les capitaux propres de l'entreprise. Ce ratio doit être supérieur ou égal ($\geq$) à 0.5 et il est calculé comme suit :

$$\textbf{Ratio de financement propre des immobilisation} = \frac{\textit{Capitaux propres (CP)}}{\textit{Valeurs immobilisées (VI)}}$$

3-2-3-2- Les ratios de solvabilité

Ils permettent d'apprécier le degré de risque financier et servent également de base à l'analyse financière pour estimer le financement qui sera nécessaire et les conditions dont il faudra l'assortir. Le plus utilisé de ces ratios sans doute le rapport des capitaux propres aux dettes totales de l'entreprise. ⁹⁵ Le ratio de solvabilité est constitué par deux principaux ratios, on distingue :

⁹²Melyon, OP-CIT, p.160

⁹³IDEM.

⁹⁴C. Elie « Gestion de l'entreprise et développement financier », Edition EDICEF, Paris, 1991, p.146.

⁹⁵N. REDJEM, Op-Cit.p.93.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

3-2-3-2-1- Ratio de solvabilité générale

Il mesure la capacité de remboursement des dettes à court terme et à long terme par l'entreprise en faisant le rapport entre les sommes des actifs et la somme des dettes. Le résultat du rapport doit être supérieur à 1, car en cas de faillite, l'entreprise pourra honorer ses dettes en vendant ces actifs comme dernière solution. Ce ratio est calculé comme suit :

$$\text{Ratio de solvabilité générale} = \frac{\sum \text{des actifs}}{\sum \text{des dettes}}$$

3-2-3-2-2- Ratio d'autonomie financière

Ce ratio indique la politique financière suivie par les dirigeants de l'entreprise ainsi que l'efficacité de leurs décisions financières et permet d'apprécier la capacité d'endettement de l'entreprise (à quel degré dépend-t-elle des ressources étrangères)⁹⁶.

Une entreprise dite autonome exerce son activité en utilisant des ressources internes plus que les capitaux empruntés. Pour que cela se réalise, le rapport de ce ratio doit être supérieur à 1. Il se calcule comme suit:

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\sum \text{Dettes}}$$

3-2-3-3- Les ratios de liquidité

Les ratios de liquidité mesurent la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme. Autrement dit, les ratios de liquidité sont utiles dans la détermination de la capacité de la firme à faire face à ses engagements vis-à-vis de ses partenaires à court terme.⁹⁷ Il existe trois types de ratio de liquidité, on trouve :

3-2-3-3-1- Ratio de liquidité générale

Le ratio suivant rapporte l'actif circulant aux dettes à court terme ; du point de vue de l'organisme prêteur, ce ratio donne une idée de la marge de réduction de l'actif réalisable qu'une entreprise peut admettre avant que n'apparaissent des difficultés à tenir les engagements de l'année.⁹⁸ Il se calcule comme suit :

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif circulant}}{\text{Dettes à court terme (DCT)}}$$

⁹⁶C. MAIRE, « Méthodologie du Business Plan », édition d'organisation, Paris, 2002, p.138.

⁹⁷N. Redjem, OP-CIT, p.94.

⁹⁸ IDEM.

3-2-3-3-2- Ratio de liquidité restreinte

Il ignore les stocks comme source de liquidités ; traditionnellement, on considère qu'il doit être voisin de 1 ; mais, comme beaucoup de ratios, il connaît des variations importantes d'un secteur à l'autre et, au sein d'un secteur, d'une entreprise à l'autre.⁹⁹ Il est calculé comme suit :

$$\text{Ratio de liquidité restreinte} = \frac{\text{Créances} + \text{Disponibilité}}{\text{Dettes à court terme (DCT)}}$$

Ou :

$$\text{Ratio de liquidité restreinte} = \frac{\text{Actif circulant} - \text{les stocks}}{\text{Dettes à court terme (DCT)}}$$

3-2-3-3-3- Ratio de liquidité immédiate

On parle de liquidité immédiate en considérant que les disponibilités présentes à l'actif doivent pouvoir permettre de couvrir les dettes financières à court terme.¹⁰⁰ Il est calculé comme suit :

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\text{Disponibilité}}{\text{Dettes à court terme (DCT)}}$$

3-2-3-4- Les ratios de rentabilité

La rentabilité est la capacité d'un capital à dégager un revenu ou résultat. Le taux de rentabilité est le rapport entre le résultat réalisé et les capitaux engagés représentant de manière simplifiée un bilan afin de faire apparaître les différents capitaux engagés.¹⁰¹

Les analystes utilisent trois types de ratios pour évaluer la rentabilité d'une entreprise, on trouve :

3-2-3-4-1- Ratio de rentabilité commerciale

Ce ratio permet d'évaluer la rentabilité de l'exploitation sans tenir compte de la politique d'investissement, de la gestion financière et encore moins des événements exceptionnels. Il est le meilleur indicateur pour déterminer la marge obtenue sur le coût de revient de la production.¹⁰² Il est calculé comme suit :

⁹⁹ B. Colasse, « L'analyse financière de l'entreprise », 5^{ème} édition La découverte , Paris, 2008, p.62.

¹⁰⁰ C. Thibierge, OP-CIT, p.64.

¹⁰¹ C.ZAMBOTTO et C.ZAMBOTTO, « Gestion financière », Edition 8^{ème}DUNOD, Paris, 2009, p.55.

¹⁰²M. HADDAD & L. HADID, OP-CIT, p.106.

$$\text{Ratio de rentabilité commerciale} = \frac{\text{excédent brut d'exploitation (EBE)}}{\text{chiffre d'affaires (CA)}}$$

3-2-3-4-2- Ratio de rentabilité économique

Il est calculé hors frais financiers, c'est-à-dire sans aucune référence au niveau d'endettement de la société.¹⁰³ Il est calculé comme suit :

$$ROA = \frac{\text{Résultat d'exploitation}}{\text{Capitaux permanent}}$$

3-2-3-4-3- Ratio de rentabilité financière

C'est un ratio de rentabilité, puisqu'il rapporte un résultat final à l'investissement mis en œuvre initialement, mais contrairement au ratio de rentabilité économique, on se place désormais du point de vue de l'actionnaire.¹⁰⁴ Il est calculé comme suit :

$$ROE = \frac{\text{résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$$

3-2-3-5- Les ratios de gestion

Ils permettent d'apprécier la politique de gestion des composants principaux du cycle d'exploitation mené par les dirigeants de l'entreprise.¹⁰⁵

A travers la définition précédente, on constate que les ratios donnent une vision sur la manière dont les dirigeants de l'entreprise gèrent les principaux comptes du cycle d'exploitation. Il existe trois types de ratios de gestion, on distingue :

3-2-3-5-1- Le ratio de rotation des stocks

Ce ratio peut être calculé par plusieurs façons différentes dépendantes de la nature du produit stocké, on distingue :

Stock de marchandises

Il indique à la fois le délai moyen d'écoulement des marchandises ainsi que le nombre de fois de renouvellement de stocks de ces dernières.¹⁰⁶ Le taux de rotation des stocks peut être mesuré par les ratios suivant :

¹⁰³ C. Thibierge, OP-CIT, p.72.

¹⁰⁴ IBID, p.81.

¹⁰⁵ J. Forget, « analyse financière », Edition : d'organisation, Paris, 2005, p.107.

¹⁰⁶ B.AAOUID, « Analyse et gestion financière TOME 1 », Edition IMPRIMERIE PAPETERIE EL WATANIYA, 2017, p.95.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

$$R1 = \frac{\text{Achats revendus de marchandises}}{\text{Stock moyen de marchandise}}$$

$$R2 = \frac{\text{Stocks moyen de marchandise}}{\text{Achats revendus de marchandises}} \times 360$$

Stock de matières premières

A ce stade, il existe deux types de ratios dont chacun a son indication spéciale, on distingue :

$$R1 = \frac{\text{Achats consommés de matières premières}}{\text{Stock moyen de matières premières}}$$

Ce ratio permet de connaître le nombre de fois où le stock de matières premières est renouvelé pour satisfaire la consommation.¹⁰⁷

$$R2 = \frac{\text{Stock moyen de matières premières}}{\text{Achats consommés de matières premières}} \times 360j$$

Ce ratio indique le nombre de jours où les matières premières restent dans le magasin avant d'être utilisés.

Stock de produits finis

Le taux de rotation des produits finis est mesuré par les ratios suivants :

$$R1 = \frac{\text{Coût de production des produits finis}}{\text{Stock moyen des produits finis}}$$

Ce ratio indique le nombre de fois où il a fallu renouveler le stock moyen de produits finis durant l'exercice comptable.

$$R2 = \frac{\text{Stock moyen des produits finis}}{\text{Coût de production des produits finis}} \times 360j$$

Ce ratio indique la durée moyenne de séjour des produits finis en stock avant d'être vendus.¹⁰⁸

3-2-3-5-2- Les ratios relatifs aux créances clients

Ce ratio mesure la durée moyenne des crédits accordés par l'entreprise à ses clients, et par définition, le délai moyen de paiement de ces derniers. Il se calcule en rapportant l'encours client au chiffre d'affaires.¹⁰⁹

$$\text{Ratio de rotation} = \frac{\text{En - cours clients}}{\text{Chiffre d'affaires TTC}} \times 360$$

¹⁰⁷B.AAOUID, OP-CIT, p.95.

¹⁰⁸IDEM.

¹⁰⁹J. CABY, J. KOEHL, « Analyse financière », Dareios & Pearson Education, Paris, 2006, p.158.

3-2-3-5-3- Le ratio relatif aux dettes fournisseurs

A ce niveau, on calcule deux ratios différents qui sont:

Le taux de rotation des dettes fournisseurs

Il indique le nombre de fois que l'entreprise a obtenue des crédits auprès des fournisseurs pour réaliser le montant de ces achats.¹¹⁰ Il est calculé comme suit :

$$\text{Taux de rotation} = \frac{\text{Achats TTC}}{\text{Fournisseurs et comptes rattachés}}$$

Le délai de règlement des dettes

Il indique la durée moyenne de crédit obtenu des fournisseurs. Il mesure le délai moyen de règlement des dettes fournisseurs.¹¹¹ Il est calculé comme suit :

$$R = \frac{\text{Fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Achats TTC}} \times 360$$

Remarque :

Le délai moyen de règlement consenti par les fournisseurs dépend des usages commerciaux du secteur. Un délai supérieur à la moyenne de la profession est le signe d'une situation favorable, due à une meilleure capacité de négociation de l'entreprise.

3-2-3-6- Ratio d'endettement

C'est un ratio important pour les organismes de crédits. Les fonds propres d'une entreprise constituent une sorte de « coussin » qui sert à amortir les pertes initiales ou à affronter les mauvaises années. Comme aux dettes sont attachés un taux d'intérêt fixe et un remboursement du principal d'un montant déterminé, un excès d'endettement peut charger une société d'engagement qu'elle ne pourra pas honorer si les conditions lui sont défavorables.¹¹² Il est calculé comme suit :

$$\text{Ratio d'endettement} = \frac{\text{Dettes à long et à moyen terme (DLMT)}}{\text{Capitaux propres (CP)}}$$

Pour que ce ratio soit jugé bon, il faut que le résultat du rapport soit entre 0.3 et 0.5 (30% et 50%).

3-2-3-7- Ratio de fond de roulement

Ce ratio mesure la stabilité des ressources affectées au financement des actifs durables. Il doit être supérieur à 1, ce qui signifie que l'entreprise finance l'intégralité de ses

¹¹⁰B.AAOUID, OP-CIT, p.97.

¹¹¹IDEM.

¹¹² N. Redjem, OP-CIT, p.96.

Chapitre II: l'appréciation financière de la demande de crédit

investissement cumulés par des ressources stables et se trouve, de plus, en mesure de financer de façon stable des éléments d'actif circulant, elle a alors un fond de roulement net positif. Ce ratio est calculé comme suit :

$$\text{Ratio de fond de roulement} = \frac{\text{capitaux permanents}}{\text{actifs immobilisés}}$$

Le ratio de fond de roulement indique aussi dans quelle proportion les stocks sont financés par des capitaux permanents. C'est le ratio de couverture des stocks par le fond de roulement. Il est calculé comme suit :

$$\text{Ratio de fond de roulement} = \frac{\text{Fonds de roulement}}{\text{Stocks encours}}$$

3-3- Les limites de l'analyse par la méthode des ratios

L'utilisation des ratios comporte certaines limites et nécessite de prendre du recul par rapport aux résultats obtenus. Notons qu'il n'existe pas de normes officielles sur la construction des ratios et leur mesure, des informations de plus en plus complètes pour certains secteurs d'activité. Parmi les inconvénients que cette méthode présente, on trouve:

- L'appartenance à un groupe peut également conduire l'analyste à des conclusions erronées sur le niveau d'endettement de l'entreprise. Souvent, les groupes recapitalisent peu une filiale détenue à 100% si l'endettement de la filiale se fait uniquement vis-à-vis du groupe. Le groupe préférera prêter de l'argent à sa filiale et remonter intégralement le résultat dans ses comptes, d'où un endettement excessive et des charges financières élevées pour la filiale ;
- Une entreprise, dont l'activité est saisonnière, présentera généralement un bilan avec un besoin en fond de roulement minoré. Le choix de la clôture risque de perturber fortement les données de l'actif et du passif circulant et, par conséquent, les ratios qui pourraient être calculés à partir de ces données non représentatifs.

Il est parvenu de dire donc que l'utilisation de la méthode des ratios doit se faire avec une certaine prudence en prenant en considération de tous les éléments pouvant influencer le résultat et l'interprétation de ces derniers pour bien analyser la situation financière de l'organisme en question.¹¹³

¹¹³J-L.BAZET & P. FAUCHER, « Finance d'entreprise » 2^{ème} édition Edition NATHAN, Paris, 2010, p.180.

Conclusion du chapitre II:

Dans ce chapitre, nous avons essayé de présenter les documents constitutifs du dossier de demande de crédit exigés préalablement par les établissements bancaires. Puis, nous avons mis l'accent sur l'intérêt de recourir aux technologies et méthodes utilisées dans l'analyse financière.

L'analyse de la demande de crédit effectuée par le banquier porte tout d'abord sur l'étude de l'environnement économique d'une manière générale, la faisabilité du projet financé par le crédit sollicité, sa réalisation. Puis, le banquier se projette vers l'identification du client demandeur de crédit en analysant son statut juridique et ses antécédents de paiement. Dès que cette démarche est achevée, le banquier passe à l'analyse de la situation financière du client.

Pour analyser la situation financière de l'entreprise, le banquier fait une lecture initiale des états financiers du demandeur de crédit pour trois exercices comptables au minimum. Pour se faire, il dispose de deux principales méthodes dont la première consiste à étudier l'équilibre financier du bilan à travers le calcul du fond de roulement, du besoin en fond de roulement et la trésorerie nette. La deuxième méthode, dite l'analyse par la méthode des ratios, consiste à calculer de plusieurs rapports dont chacun à sa propre interprétation à savoir les ratios de structures financières, les ratios de rentabilité, les ratios de liquidité, les ratios de gestion et les ratios de solvabilité. Après avoir réalisé cette démarche d'analyse et sur la base des résultats obtenus, le banquier prend la décision de l'octroi ou du non-octroi du prêt bancaire.

Chapitre 03

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Introduction du chapitre III:

Nous avons consacré les deux premiers chapitres de notre mémoire à la présentation théorique de la notion de crédit ainsi que l'analyse financière de la demande de crédit. Où il a été mis en exergue les concepts liés à l'analyse financière les différentes méthodes à savoir la méthode statique basée sur le calcul des différents indicateurs et ratios financiers et l'analyse dynamique en présentant le tableau de financement et le tableau de trésorerie.

Le présent chapitre sera dédié à l'étude de la démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la banque nationale d'Algérie, qui a été choisie comme lieu de stage afin de mettre en pratique ce qui a été présenté dans le cadre théorique, ce choix est motivé par l'importance de cette institution et son poids dans l'économie Algérienne en plus de la diversité de ses produits offerts aux clients.

Le cas qui fera l'objet de l'étude est lié à une demande de renouvellement d'un crédit d'exploitation par une entreprise pharmaceutique. Dans un premier lieu nous allons nous pencher sur la phase administrative (montage du dossier de crédit) en analysant les différents documents financiers fiscaux ... exigés par la banque dans ce cas, puis dans un deuxième lieu nous prendrons à l'analyse des états financiers en calculant les différents ratios financiers et en présentant les outils d'analyse financière dynamique accompagnés de commentaires des résultats obtenus de ces analyses et par conséquent arriver à prendre la décision d'octroi ou non de crédit.

Ce chapitre sera subdivisé en trois sections :

Section 01 : Présentation de la Banque Nationale d'Algérie;

Section 02 : Montage d'un dossier de renouvellement d'un crédit d'exploitation d'une entreprise pharmaceutique;

Section 03: Analyse des états financiers du client de la banque.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Présentation de la Banque Nationale d'Algérie

La présentation de la Banque Nationale d'Algérie passe par l'exposition de son historique, son organigramme, ses missions et les produits offerts.

1-1- Historique et création de la BNA

La BNA est une société nationale de type anonyme créée par l'ordonnance n°66-178 du 13 juin 1996. Cet organisme est constitué par un capital de 20 000 000 de dinars algérien entièrement souscrit par l'Etat. A cette époque, la BNA pouvait effectuer les activités des banques suivantes : le Crédit Foncier de l'Algérie et de la Tunisie, la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie en France, la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Comptoir d'Escompte de Mascara.

Deux périodes importantes ont marqué l'évolution de la Banque Nationale d'Algérie, on distingue :

-1-1- La période de 1966-1986

La BNA fut la première banque créée après l'indépendance en Algérie le 13 juin 1966 par l'ordonnance n°66-178. Lors de sa création la Banque Nationale Algérienne pouvait exercer toutes les fonctions d'une banque de dépôt ainsi que le financement des groupements et des entreprises industrielles et agricoles.

En mars 1982, la BNA a subi une restructuration après la mise en place par le pouvoir public d'une institution bancaire spécialisée dans l'agriculture et le développement rural nommée BADR « Banque d'Agriculture et de Développement rural ». Cette nouvelle institution a pour mission le financement et la promotion de l'agriculture ce qui a mis fin au monopole de la BNA sur ce secteur. Cette restructuration avait touchée plusieurs autres aspects notamment :

- La politique d'implantation ;
- La réorganisation des structures de la direction générale ;
- La création des directions des réseaux d'exploitation.¹¹⁴¹¹⁵

¹¹⁴ Documents internes de la BNA.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

-1-2- De 1986 à nos jours (Les réformes économiques)

Cette période est caractérisée par la prise des mesures de décentralisation, par la loi bancaire de 1986 modifiée en 1988, qui doivent être considérées comme des mesures d'assouplissement du système bancaire déjà existant. Ces nouvelles règles ont un impact sur la banque au niveau interne ainsi que sur le plan externe, on distingue :

1-1-2-1- Sur le plan interne

Les réformes citées précédemment ont donné lieu à une série d'action touchant le caractère institutionnel et organisationnel à travers la mise en place des organes statutaire et la réorganisation de la BNA, ainsi que le caractère de gestion de crédit en appliquant des règles prudentielles et l'assainissement du portefeuille.¹¹⁶

1-1-2-2- Sur le plan externe

L'impact de ces réformes peut être résumé comme suite :

- L'autonomie relative du système bancaire ;
- Le désengagement du trésor public dans le financement de l'investissement ;
- La décentralisation des pouvoirs des décisions en matière d'investissement des autorités centrales vers les banques et les entreprises.

1-2- La forme juridique de la BNA

Juridiquement, la Banque Nationale d'Algérie est considérée comme une société par action dont le capital est de 14,6 milliards de dinars Algérien (DA). Le siège de la BNA se situe à Alger, 08 boulevard Ernesto Che Guevara, son registre de commerce est immatriculé sous le numéro 84B 178. En cas d'émission d'actions, ces dernières font objet d'une inscription en compte auprès de la banque au profit du trésor public.

1-3- Organisation de la BNA

Le conseil d'administration de la BNA est constitué par sept membres désignés par l'assemblée générale ordinaire, le président directeur général sera choisi parmi ces membres. La BNA contient 17 directions régionales d'exploitation.

¹¹⁶ Documents internes de la BNA.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

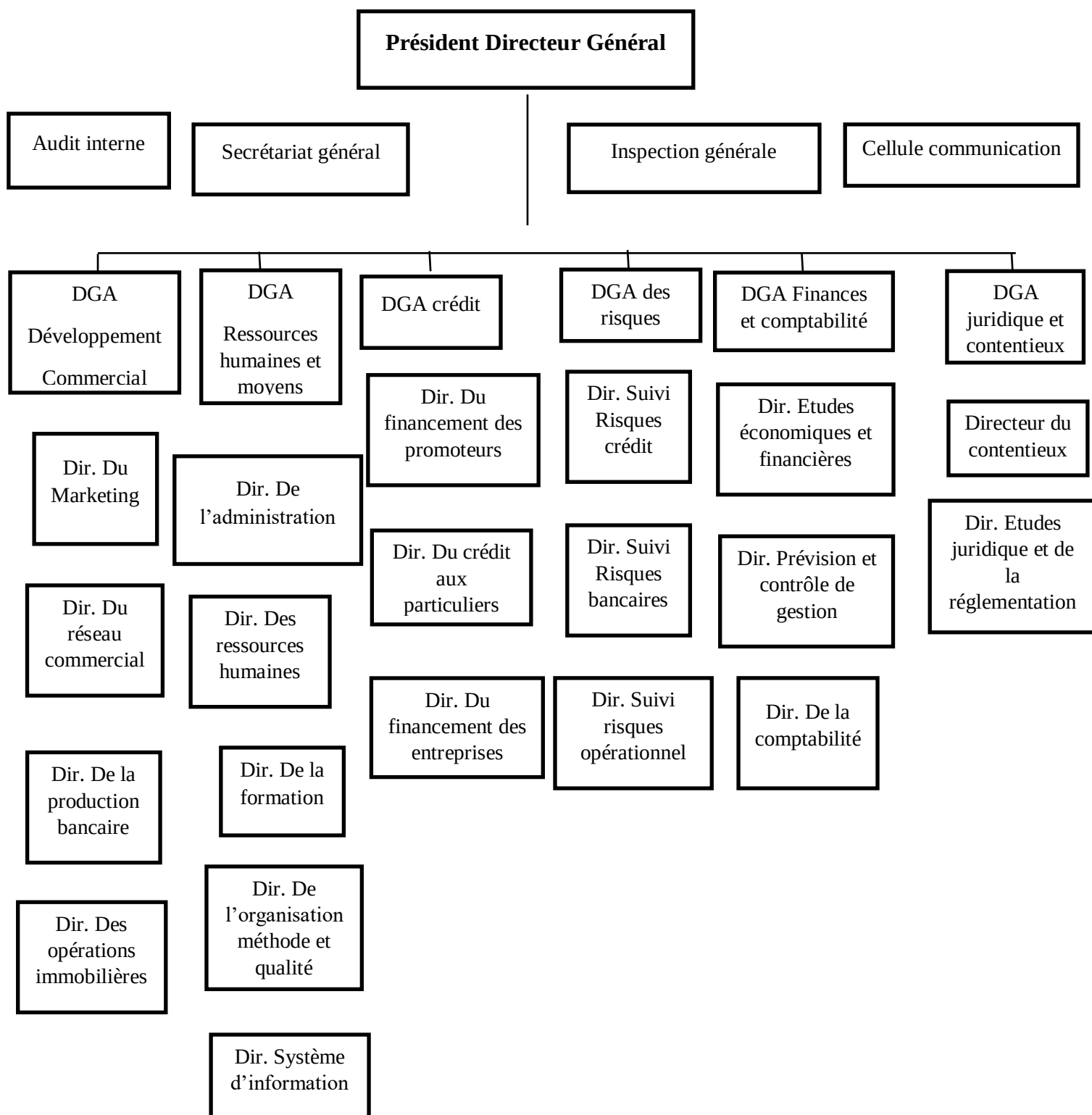
Ces directions régionales contrôlent 168 agences commerciales implantées sur le territoire national et sont soutenues par 22 directions centrales et cinq divisions.

Pour assurer une meilleure gestion, de nombreux organes de gestion et d'aide à la prise de décisions ont été mis en place sous le nom de comité, parmi ces derniers on distingue :

- Le comité exécutif : il a pour rôle le traitement des questions portant sur le fonctionnement de la banque à côté du comité exécutif élargi ;
- Le comité de pilotage : il a pour objectif la réalisation du plan stratégique tracé par le conseil d'administration (CA) ;
- Le comité de trésorerie : un organe qui applique la stratégie de la banque en matière de liquidité ;
- Le comité de crédit : il est là pour prendre les décisions en matière de sanctions des dossiers de crédit.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

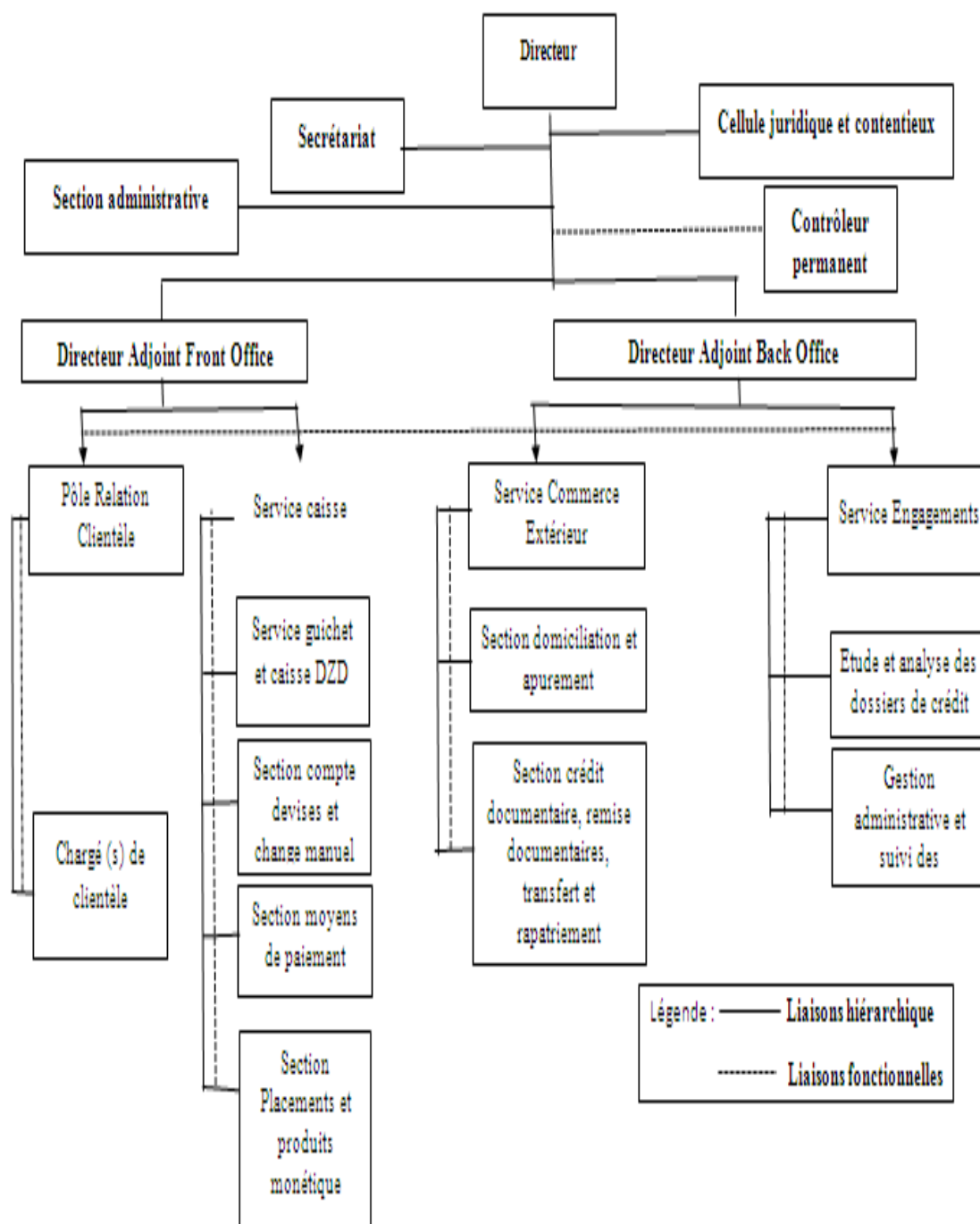
Figure N° 01 : Organigramme de la BNA



Source : Document interne de la BNA

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Figure N° 02 : Organigramme de l'agence 581.



Source : Document interne de la BNA

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

1-4- Les missions d'une agence de la BNA (précisément l'agence 181)

Comme il est cité précédemment, la BNA peut exercer toutes les activités de la banque de dépôt, on peut citer :

- Assurer les services financiers des groupements professionnels et des entreprises ;
- Effectuer toutes les opérations des banques de change et de crédit en tenant compte de la réglementation prudentielle ;
- La collecte de dépôt de fonds remboursables à vue, à terme ou à échéance fixe ainsi que l'émission des bons et des obligations ;
- Effectuer et recevoir tout type de paiements (en espèce, par chèque, virement, domiciliation, lettre de crédit) ;
- Accorder toutes formes de crédit, prêt ou avance, avec ou sans garanties ;
- Souscrire, escompter, acheter ou prendre en pension tout effet de commerce ;
- Payer en lieu et place du débiteur toutes créances ;
- Effectuer toutes les opérations de crédit au profit des autres institutions financière ainsi que pour le compte de l'état ;
- Recevoir en dépôt tout titres ainsi que le recouvrement des dettes de changes ; billets à ordre ; chèque, Warrant...etc. ;
- Jouer le rôle d'intermédiaire pour l'achat de tout effet publics (action et obligations) ainsi que les valeurs mobilières et les métaux précieux ;
- Louer tous les coffres fort et les compartiments de coffres ;
- Effectuer toutes les opérations de changes au comptant ou à terme.

1-4-1- Les produits et services présentés par la BNA

De nos jours, la mission de la banque n'est pas seulement l'octroi des crédits à la consommation. Désormais, elle doit développer d'autres centres d'intérêts pour satisfaire les divers besoins de sa clientèle à travers l'élargissement de la gamme des produits et services qu'elle offre.¹¹⁷

¹¹⁷Documents internes de la BNA.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

1-5-1- Epargne et placement

A ce niveau la banque offre cinq produits et service différents, on distingue :

1-5-1-1- Le livret épargne logement (LEL)

C'est un compte d'épargne rémunéré, ce livret permet d'avoir une épargne à vue pour une personne morale ou physique majeure ou mineure.

1-5-1-2- Livret épargne populaire (LEP)

Pour l'ouverture de ce compte, la personne concernée doit au moins verser un montant de 10 000 Dinar algérien.

1-5-1-3- Dépôt à terme logement (DTL)

C'est un compte de dépôt à terme rémunéré (par un taux d'intérêt variable) et réservé aux personnes morales (les entreprises, les associations...).

1-5-1-4- Compte placement à terme

C'est un compte de dépôt à terme rémunéré et réservé aux personnes physique. Il permet d'accéder au crédit logement.

1-5-1-5- Le compte courant pour les commerçants

Ce compte permet la gestion efficace de toutes les opérations de dépôt et de retrait d'argent.

1-5-2- Le financement

La BNA finance un ensemble de la clientèle à l'aide de divers crédit qu'elle peut offrir, on distingue :

1-5-2-1- Le crédit sur achat d'un logement en vente sur plan

C'est un crédit à moyen terme dont la durée est de deux à sept ans avec une durée de différé de paiement adapté allant de une à trois années.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

1-5-2-2- Crédit à long terme

C'est un prêt dont la durée est plus de sept ans réservé aux opérateurs économiques et les porteurs de projets d'investissement tel que la construction des infrastructures et l'acquisition des équipements. Le détenteur de ce crédit aura une période de différé de paiement pouvant atteindre cinq ans.

1-5-2-3- Le crédit confort

C'est un crédit à la consommation destiné à financer l'acquisition des biens immobiliers (équipement informatique, climatiseur...).

1-5-2-4- Le crédit Med-solution

C'est un crédit d'investissement à moyen et long terme qui a pour mission de financer l'installation d'un cabinet médical ou l'extension d'un cabinet déjà existant.

1-5-2-5- le crédit-bail

Il est considéré comme un moyen de financement des investissements de biens matériels.

1-5-2-6- les crédits par signature

Il est considéré comme une sureté propre aux effets de commerce si le fournisseur exige une garantie de paiement à échéance.

1-6- La monétique au sein de la BNA

A la recherche de la satisfaction des besoins de la clientèle, la BNA présente de nombreux produits dont la monétique fait partie en utilisant deux principaux moyens dont on peut citer :¹¹⁸

1-6-1- La carte interbancaire (CIB)

C'est un moyen permettant le retrait d'argent ainsi que le paiement donc il contribue à la disposition des clients de leur argent à tout moment, elle est souvent utilisée sur le réseau interbancaire Algérien (CIB).

¹¹⁸ Documents internes de la BNA.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

1-6-2- Le livret d'épargne magnétique

La BNA propose à sa clientèle un livret d'épargne à bande magnétique appelé aussi la carte d'épargne qui leur offre en plus au caractéristique de livret épargne bancaire ordinaire une possibilité d'effectuer toutes les autres opérations bancaire sur le GAB.¹¹⁹

1-6-3- La banque à distance

Cette technique permet aux clients de la BNA d'effectuer leurs opérations à distance sans se présenter dans une agence de cette dernière en utilisant deux principaux moyens.

1-6-4- Banking (BNA.NET)

C'est un service avec abonnement utilisé via le lien « ebanking.bna.de » ou à travers le téléchargement de l'application mobile « BN@tic » sur Play store, ce service permet au client de :

- Rester connecter à son compte en toute sécurité ;
- Accéder aux nombreux services associés ;
- Réaliser des opérations bancaires dans les meilleures conditions.

¹¹⁹Document interne de la BNA.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

2- Montage d'un dossier de renouvellement d'un crédit d'exploitation d'une entreprise pharmaceutique

De plus aux documents constitutifs du crédit d'exploitation et à celui de l'investissement, la direction de la BNA exige des documents supplémentaires et à celui de l'investissement, la BNA exige d'autres documents constitutifs des crédits appartenant à ces deux types. Parmi ces crédits on trouve le cas où le client demande le renouvellement du crédit d'exploitation ainsi que d'autre crédit appartenant au crédit d'investissement.

2-1- Description de la demande de crédit

Une entreprise individuelle s'est présentée pour le renouvellement d'un crédit d'exploitation acquis en 2020. Voici les documents exigés par la BNA pour l'entreprise :

- Demande écrite et signée par le client ou par un gérant habilité, décrivant la forme des crédits sollicités, leurs montants et les garanties proposées ;
- Copie des statuts juridiques modificatifs (éventuellement) et tout document y liés (dans le cas de la pharmacie registre de commerce);
- Extrait de rôle de moins de trois (03) mois (apuré ou accompagné d'un calendrier de remboursement en cas d'un dû fiscal ;
- Attestation de mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité ;
- Consultation de la centrale des risques (formulaire à renseigner en agence) ;
- Etats financiers des trois derniers exercices (actif, passif, tableau de compte de résultats et annexes) ;
- Plan de trésorerie mensuel prévisionnel, parce que c'est une demande de crédit d'exploitation ;
- Plan de charge en cours et prévisionnel (carnet de commande éventuellement, copie des marchés....).

Nous remarquons que les documents demandés sont moins volumineux parce que c'est une entreprise individuelle. Par la suite, nous présentons l'étape liée à la vérification de ces documents.¹²⁰

¹²⁰Documents internes de la BNA.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

2-1-1- Demande écrit

La pharmacie a adressé une demande au directeur de la BNA agence 581 ou il a sollicité le renouvellement de son découvert bancaire (crédit d'exploitation) à partir du dix-huit août 2021 en indiquant cette le montant de ce renouvellement qui est de un million cinq cents mille Dinars Algérien (1 500 000 DA). L'entreprise précise qu'il a procédé à un placement d'un million de dinars Algérien (1 000 000 DA) à la date du 08/09/2020 et il est prêt à effectuer un autre placement du même montant avant le renouvellement de sa ligne. Cette demande de crédit présente des informations personnelles du client tel que son numéro de compte bancaire au sein de la BNA ainsi que l'agrément de sa pharmacie. En finale, le client précise que son entreprise a un statut juridique d'une entreprise individuelle commerciale (voir N° 01).

2-1-2- Un document des administrations des affaires domaniales et foncières

Ce document justifie la propriété de la pharmacie à travers un acte de vente assorti le 24 février 1991 et délivré le 18/02/1991 par l'inspecteur des domaines de bureau de Tizi-Ouzou. Ce fichier constate, par l'acquéreur, à titre de dépôt de la somme de Quatre million Six cents quatre- vingt et onze Dinars Algérien (469186 DA) serviront au paiement des prix de vente, en application de l'article 27 du cahier des charges annexé à l'arrêté interministériel du 28 Avril 1982.

2-1-3- Bilan actif et passif

L'entreprise a mis à la disposition de la banque deux copies du bilan comptable de chacune des trois années comptables qui seront utile pour effectuer l'analyse financière de la demande de crédit. En effet, la pharmacie a présenté deux copies de l'actif ainsi que deux autres du passif. A la réception de ces documents, le banquier effectue une première lecture des deux parties du bilan des trois dernières années. A partir de cette première vision, le banquier constate que la pharmacie travail sur le court terme en se focalisant sur le montant de l'actif courant ainsi que le passif courant qui sont respectivement supérieurs à l'actif non courant qui représente les immobilisations de la pharmacie et au passif non courant représentant les dettes à plus d'un an. A partir de ces documents, le banquier constate aussi que l'entreprise a un caractère commercial en se référant au stock de marchandises. (Voir l'annexe N°05 et 06)

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

2-1-4- Le compte de résultat

L'entreprise a fourni deux copies de cet état financier pour chacune des trois années comptable pour permettre au banquier d'effectuer son analyse et ressortir les différents résultats du solde intermédiaire de gestion. En effet, ce document indique que la pharmacie réalise un résultat net positif tout au long des trois années comme une première appréciation sur ce document en attendant que le banquier effectue son analyse financière sur tous les éléments constitutifs du tableau de compte de résultat (Voir l'annexe N°07)

2-1-5- Le rapport du commissaire aux comptes

L'entreprise présente un rapport établi par le commissaire aux comptes. A ce stade, le détenteur de crédit met à la disposition de ce dernier un ensemble de comptes qui seront certifiés conformément à l'article 823-9 du code de commerce. A l'intérieur de ce rapport, le commissaire aux comptes forme une opinion sur l'ensemble de ces comptes en justifiant ses appréciations conformément à l'article 823-7. En effet, le commissaire au compte a certifié les bilans et les tableaux de compte de résultat de la pharmacie.

2-1-6- Attestation de mise à jour

La mise à jour présentée atteste que l'entreprise est à jour de ses cotisations de sécurité sociale. Une attestation faite le 29/06/2021 et dont la durée de validité est jusqu'au 31/07/2021. Ce document est fourni par la TELEDECLARATION et indique que le nombre de salariés qui est de un.

2-1-7- Extrait de rôle

L'entreprise a fourni un extrait de rôle portant un TAP, DRUS et une TVA d'un montant de sept millions cinq cents quarante neuf mille cents Dinars algérien (7 549 100 DA) sans pénalités. A la date du 16/06/2021, l'entreprise a effectué un versement de sept millions cinq cents quarante neuf mille cents Dinars algérien (7 549 100 DA) donc la totalité du montant et ne reste aucun versement à effectuer. (Voir annexe N°04)

2-1-8- Attestation d'affiliation et de mise à jour (CASNOS)

En effet, le directeur de l'agence atteste l'entreprise, dont l'activité est pharmacienne qui a effectué une cotisation annuelle de Deux cents soixante-douze mille cinquante Dinars

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Algérien (272 850 DA), est affiliée à cette caisse ainsi qu'elle est à jour de ses cotisations de sécurité sociales au 31/12/2021. Cette attestation est délivrée pour servir et faire valoir ce que de droit. Elle est faite à TIZI-OUZOU le 23/06/2021. (Voir l'annexe N°03)

2-1-9- Le plan de trésorerie prévisionnel

L'entreprise a fourni un plan de trésorerie prévisionnel portant du 30/06/2021 jusqu'au 31/05/2022. Elle a précisée dans ce document que les prévisions de dépenses constituées par les charges de personnel, dépenses générales, impôts et taxes, frais financier et les sommes payées aux fournisseurs. Ainsi que, les prévisions de recettes constituées par les encaissements sur les ventes. La différence entre les recettes et les dépenses afin d'obtenir le solde de fin de période. A la réception du document, le banquier effectue une analyse et constate l'existence d'un besoin de financement et a constaté un besoin de financement durant les dix premiers mois et un excédent durant les deux mois restant. Dans ce sens, le banquier doit apprécier le besoin de financement et accorder, probablement, un crédit après avoir fait l'étude de son dossier. (Voir l'annexe N°12)

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

3- Analyse des états financiers du client de la banque

3-1- Analyse du bilan

Avant d'analyser les bilans comptables fournis la cliente, le banquier doit d'abord faire le passage du bilan comptable au bilan financier pour pouvoir calculer les différents ratios liés à ce dernier. A ce stade, le banquier a fait ressortir le bilan suivant :

Tableau N°07 : l'actif du bilan de l'entreprise

Actif	2019	2020	31/05/2021
Actif immobilisé	160 845	145 745	139 453
➤ Immobilisations incorporelles	102 100	102 100	102 100
➤ Autres immobilisations corporelles	58 745	43 645	37 353
Actif circulant	13 113 997	13 486 376	13 112 856
Valeurs d'exploitation	6 330 385	8 008 058	6 079 942
➤ Stocks et encours	6 330 385	8 008 058	6 079 942
Valeurs réalisables	278 304	2 420 799	2 978 715
➤ Clients	173 814	2 158 436	25 926 16
➤ Autres débiteurs	9 869	32 654	200 028
➤ Impôts et assimilés	94 621	229 709	186 011
Valeurs disponibles	6 505 306	3 057 516	4 054 198
➤ Trésorerie	6 505 306	3 057 516	4 054 198
Total actif	13 274 842	13 632 121	13 252 310

Source : établi par les étudiants à la base des documents internes.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Tableau N°08 : Le passif du bilan de l'entreprise.

Passif	2019	2020	31/05/2021
Capitaux propres	6 580 881	6 329 066	5 923 129
➤ Capital émis	4 761 879	4 876 231	4 452 574
➤ Résultat financier	1 819 002	1 452 835	1 470 555
Dettes à long et à moyen terme (DLMT)	0	0	0
Capitaux permanents	6 580 881	6 329 066	5 923 129
Dettes à court terme (DCT)	6 693 960	7 303 054	7 329 179
➤ Fournisseurs et comptes rattachés	5 304 263	5 737 833	5 117 886
➤ Impôts	385 870	552 565	415 930
➤ Autres dettes	1 003 827	1 012 655	866 159
Trésorerie passif	0	0	929 203
Total passif	13 274 842	13 632 121	13 252 310

Source : établi par les étudiants à la base des documents internes.

Après avoir tracé le bilan en grande masse, le banquier de la BNA procède à l'analyse du bilan et du compte de résultat de l'entreprise (Pharmacie) en utilisant les ratios de l'équilibre financier ainsi que beaucoup d'autre ratio que le banquier juge nécessaire pour accomplir sa mission.

3-1-1- Analyse du bilan par les ratios d'équilibre financier

Cela se concrétise à travers le calcul des équilibres suivants :

3-1-1-1- Le fond de roulement (FR)

Pour l'année 2019 :

$$FR = \text{Passif immobilisé} - \text{Actif immobilisé}$$

$$FR = 6\,580\,881 - 160\,845$$

$$FR = 6\,420\,036 > 0$$

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Pour l'année 2020 :

$$FR = 6\,329\,066 - 145\,745$$

$$FR = 6\,183\,321 > 0$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$FR = 5\,923\,130 - 139\,453$$

$$FR = 5\,783\,677 > 0$$

Commentaire:

Le fond de roulement des trois dernières années de la pharmacie est positif, ce qui signifie que les capitaux propres financent suffisamment l'actif immobilisé et la totalité de l'actif circulant. En effet, la pharmacie dispose d'une marge de sécurité de 6 420 036 au cours de la première année, de 6 183 321 en 2020 et de 5 783 675 pour l'année en cours. A ce stade, le banquier doit apprécier le mouvement du fond de roulement positif.

3-1-1-2- Le besoin en fond de roulement

$$BFR = \text{Actif circulant} - \text{Passif circulant}$$

Pour l'année 2019 :

$$BFR = (6\,330\,385 + 278\,304) - (669\,396)$$

$$BFR = 660\,869 - 669\,396$$

$$BFR = -8\,527 < 0$$

Pour l'année 2020 :

$$BFR = (8\,008\,058 + 242\,799) - (730\,305)$$

$$BFR = 10\,428\,857 - 730\,305$$

$$BFR = 9\,698\,552 > 0$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$BFR = (607\,994 + 297\,871) - (732\,917 - 929\,203)$$

$$BFR = 1\,172\,758 > 0$$

Commentaire:

Au cours de la première année la pharmacie a réalisé un BFR négatif ce qui signifie qu'il n'existe aucun besoin de financement de son exploitation. Les deux exercices comptables suivants montrent un BFR positif ce qui signifie l'existence d'un besoin de financement de

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

l'exploitation de l'entreprise de 3 125 823 DA en 2020 et de 2 658 681 DA pour l'année en cours. Cela constitue une opportunité pour le banquier qui va proposer un crédit d'exploitation pour la pharmacie afin de couvrir

La trésorerie nette

$$Tr = FR - BFR$$

Pour l'année 2019 :

$$Tr = FR (de l'année 2019) - BFR (de l'année 2019)$$

$$Tr = 6\,420\,036 - (-85\,271)$$

$$Tr = 6\,505\,307 > 0$$

Pour l'année 2020 :

$$Tr = FR (de l'année 2020) - BFR (de l'année 2020)$$

$$Tr = 6\,183\,321 - 3\,125\,803$$

$$Tr = 3\,057\,518 > 0$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$Tr = FR (de l'année en cours) - BFR (de l'année en cours)$$

$$Tr = 5\,783\,675 - 2\,658\,681$$

$$Tr = 3\,124\,944 > 0$$

Commentaire:

La pharmacie dispose d'une liquidité de 6 505 307 pour l'année 2019, 3 057 518 l'année 2020 et de 3 124 944 DA pour l'année en cours. Cette liquidité a diminué en 2020, une diminution causée par son utilisation dans le cycle d'exploitation (pour le fonctionnement de son activité). Pour l'exercice en cours la pharmacie dispose d'une liquidité positive et le banquier prévoit d'atteindre sa borne supérieure à la fin de l'année.

Après avoir calculé les ratios d'équilibre financier, le banquier se projette au calcul de plusieurs ratios que ça soit du bilan ou du compte de résultat.

Pour effectuer tous ces calculs, le banquier utilise un fichier Excel nommée ST219 permettant le calcul de l'ensemble des ratios d'équilibre financier ainsi que d'autres valeurs jugées utiles pour compléter son analyse. Ce fichier se présente sous forme du tableau suivant :

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Tableau N°09 : ST219

	2019	2020	2021
Fond (social	476 879	487 231	4 452 574
(personnel,,,,,			
Réserve			
Résultat reportés,,,,			
Ecart de réévaluation			
Actif net	4 761879	4 876231	4 452574
Résultat net de l'exercice,,,,	1819002	1452835	1470555
(+) ou (-)			
Emprunts à terme,,,,,			
Autre emprunts à terme,,,,			
C/C Associés bloqués			
Ressources permanentes	6 580881	6 329066	5 923129
Investissement,,,,,,	160845	1387568	
Investis Hors exploitation,,,,			
Val, temps, Immob, (VTI),,,,			
Amortissements		1241823	1248114
Immobilisations nettes	160845	145745	139454
Fond de roulement net	6420036	6183321	5783675
Stocks	6 330385	8008058	6 079942
Réalisable	278304	2420799	2 978715
Disponible	6505306	3057517	4054197
Exigible à vue			
C/C associés,,,,,			
et passif privilégié			
Besoin en fond de roulement	-85271	3 125804	2 658 681
Capacité d'autofinancement (Résultat net+ Amortissement)	1828835	1467935	1476846
Trésorerie nette	6 505307	3 057517	4 054197
Actif fictif non amorti			
Trésorerie passif			929203

Source : Documents internes de la BNA

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

3-1-2 L'analyse des états financiers par la méthode des ratios

Il y a lieu de souligner qu'il existe des ratios exigés par la BNA et d'autre pour renforcer l'analyse.

3-1-2-1- Ratios exigés par la direction de la BNA

Il est important de souligner que le banquier de la BNA est tenu de calculer un certain nombre de ratio qui sont jugés nécessaires ainsi que d'autres ratios facultatif mais important, ils se présentent comme suite:

➤ **Ratios N°01 : Solvabilité financière** $\left(\frac{\text{Dettes}}{\text{Fonds propres}} \right)$

Pour l'année 2019 :

$$\text{Solvabilité financière} = \frac{\text{Dettes}}{\text{Fonds propres}} = \frac{6\,693\,960}{4\,761\,879} = 1,41$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Solvabilité financière} = \frac{\text{Dettes}}{\text{fonds propres}} = \frac{7303054}{4876231} = 1,49$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Solvabilité financière} = \frac{\text{Dettes}}{\text{Fonds propres}} = \frac{7\,329\,179}{4\,452\,574} = 1,64$$

Commentaire :

Durant les trois exercices comptables (2019,2020, 2021), le ratio de solvabilité financière est supérieur à 1. En conséquence, la pharmacie peut faire face à ses dettes, cela abouti à une sécurité générale pour ses créanciers.

➤ **Ratios N°02 : Ratio de fond de roulement** $\left(\frac{FR}{S} \right)$

Pour l'année 2019 :

$$\text{Ratio de fond de reoulement} = \frac{FR}{S} = \frac{6420036}{6330385} = 1,01 > 1$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Ratio de} = \frac{FR}{S} = \frac{6\,183\,321}{8\,008\,058} = 0,77 < 1$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Ratio de} = \frac{FR}{S} = \frac{5\,783\,675}{6\,079\,942} = 0,95 < 1$$

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Commentaire:

Ce ratio indique dans quelle proportion les stocks sont financés par des capitaux permanents. C'est le ratio de couverture des stocks par le fond de roulement et une augmentation des stocks. Le banquier s'en sort avec les résultats suivant :

- Le fond de roulement finance la totalité du montant des stocks de l'année 2019 ;
- Le fond de roulement finance 77% du montant des stocks durant l'année 2020 ;
- Le fond de roulement finance 95% du montant des stocks durant l'année 2021.

On remarque que le degré de contribution du fond de roulement dans le financement des stocks de l'entreprise a baissé durant l'année de 2020, une diminution causée par la baisse du fond de roulement de la même année (soit 3,68% par rapport à 2019). Puis pour l'année en cours le degré de contribution augmente jusqu'à 95% en 31/05/2021.

➤ Ratios N°03 : Ratio de rotation des stocks $\left(\frac{CA}{Stock}\right)$

Pour l'année 2019 :

$$\frac{CA}{Stock} = \frac{16\,862\,492}{6\,330\,385} = 2,66$$

Pour l'année 2020 :

$$\frac{CA}{Stocks} = \frac{18\,200\,875}{8\,008\,058} = 2,27$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\frac{CA}{Stocks} = \frac{9\,734\,495}{6\,079\,942} = 1,60$$

Commentaire:

Le ratio de rotation de stocks est supérieur à 1 tout au long des trois années, ce qui signifie que la pharmacie épuise sa production stockée et ne dispose pas de problème de vente le banquier apprécie le résultat de ce rapport.

➤ Ratios N°04 : Solvabilité à vue $\left(\frac{Dis+R+S}{DCT}\right)$

Pour l'année 2019 :

$$Solvabilité \text{ à vue} = \frac{Dis + R + S}{DCT} = \frac{6\,505\,306 + 278\,304 + 6\,330\,385}{6\,993\,960} = \frac{13\,113\,995}{6\,993\,960}$$
$$Solvabilité \text{ à vue} = 1,87 > 1$$

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Pour l'année 2020 :

$$\text{Solvabilité à vue} = \frac{Dis + R + S}{DCT} = \frac{3\,057\,516 + 2\,420\,799 + 8\,008\,058}{7303054} = \frac{13\,486\,373}{7\,303\,054}$$
$$\text{Solvabilité à vue} = 1,84 > 1$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Solvabilité à vue} = \frac{Dis + R + S}{DCT} = \frac{4\,054\,198 + 2\,978\,715 + 6\,079\,942}{7\,329\,179} = \frac{13\,112\,855}{7\,329\,179}$$
$$\text{Solvabilité à vue} = 1,78 > 1$$

Commentaire:

Le ratio de solvabilité à vue est supérieur à 1 tout au long des trois derniers exercices comptables, ce qui signifie que l'entreprise est solvable à court terme. Autrement dit, l'entreprise peut honorer ses engagements à court terme.

➤ Ratio N°05 : Ratio de rentabilité commerciale $\left(\frac{\text{Résultat}}{CA}\right)$

Pour l'année 2019 :

$$\text{Ratio de rentabilité} = \frac{\text{Résultat}}{CA} = \frac{1\,819\,002}{16\,862\,492} = 0,10 = 10\%$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Ratio de rentabilité} = \frac{\text{Résultat}}{CA} = \frac{1\,452\,835}{1\,820\,087} = 0,79 = 79\%$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Ratio de rentabilité} = \frac{\text{Résultat}}{CA} = \frac{1\,470\,555}{9\,734\,495} = 0,15 = 15\%$$

Commentaire:

Durant la première année, le CA de la pharmacie représente 10% du résultat de cette dernière ce qui est considéré peu par rapport à une entreprise commerciale. Puis, pendant l'année 2020, le degré de contribution s'est augmenté jusqu'à 79%. Le banquier juge que cette augmentation est négative car le niveau général des ventes ont baissée. Puis, pour l'année en cours, le degré de contribution du CA diminue jusqu'à 15% malgré l'augmentation du niveau général des ventes par rapport à 2020. ainsi que les ventes sont considérablement augmenté par rapport à la deuxième année.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

➤ Ratio N°06 : Rentabilité financière $\left(\frac{\text{Résultat}}{\text{Fonds propres}}\right)$

Pour l'année 2019 :

$$\text{Rentabilité financière} = \frac{\text{Résultat}}{\text{Fonds propres}} = \frac{1819002}{4761879} = 0,38 = 38\%$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Rentabilité financière} = \frac{\text{Résultat}}{\text{Fonds propres}} = \frac{1\,452\,835}{4\,876\,231} = 0,29 = 29\%$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Rentabilité financière} = \frac{\text{Résultat}}{\text{Fond propre}} = \frac{1\,470\,555}{4\,452\,574} = 0,33 = 33\%$$

Commentaire :

Durant les trois derniers exercices comptables, la pharmacie utilise, 38%, 29% et 33% successivement, ses fonds propres pour réaliser le résultat de ces années successives. Nous pouvons dire que l'entreprise utilise d'avantage ses ressources externes pour réaliser son résultat, ce que le banquier juge positivement.

3-1-2-2- Ratios facultatifs

De plus aux ratios précédents jugés obligatoires par la direction de la BNA, le banquier ajoute certain autres ratios facultatifs pour s'assurer de la solvabilité de son client, on trouve :

3-1-2-2-1- Le ratio d'autonomie financière $\left(\frac{\text{Capitaux propre}}{\Sigma \text{Dettes}}\right)$

Pour l'année 2019 :

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \frac{4\,761\,879}{6\,693\,960} = 0,71 < 1$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \frac{4\,876\,231}{7\,303\,054} = 0,66 < 1$$

Pour l'année en cours (2021) :

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \frac{4\,452\,574}{7\,329\,179} = 0,60 < 1$$

Commentaire :

Le ratio d'autonomie financière est inférieur à 1 durant les trois derniers exercices comptables ce qui signifie que la pharmacie n'est pas autonome financièrement. Autrement dit, la pharmacie se base sur les ressources externes pour le fonctionnement de son activité ce qui justifie la demande de crédit. Le banquier apprécie le fait que l'entreprise préserve ses capitaux propres et utilise l'argent des autres pour la réalisation de ses projets.

3-1-2-2-2- Les ratios de liquidité

A ce stade, le banquier calcul trois principaux ratios, sont les suivants :

➤ Ratios de liquidité générale

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif circulant}}{DCT}$$

Pour l'année 2019 :

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{6\,330\,385 + 278\,304 + 6\,505\,306}{6\,693\,960} = \frac{13\,113\,997}{6\,693\,960} = 1,95$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{13\,486\,376}{7\,303\,054} = 1,84 > 1$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{13\,112\,856}{7\,329\,179} = 1,78 > 1$$

Commentaire :

Le ratio de liquidité générale est supérieur à 1 durant les trois derniers exercices comptables, ce qui signifie que l'entreprise peut faire face à ses dettes à court terme par son actif circulant. Le banquier apprécie bien cette situation puisque il n'existe pas un grand décalage entre les trois années en termes de liquidité générale.

➤ Ratio de liquidité restreinte

$$\text{Ratio de liquidité restreinte} = \frac{R + D}{DCT}$$

Pour l'année 2019 :

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

$$\text{Ratio de liquidité restreinte} = \frac{278\,304 + 6\,505\,306}{6\,693\,960} = \frac{6\,783\,610}{6\,693\,960} = 1,01$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Ratio de liquidité restreinte} = \frac{2\,420\,799 + 3\,057\,516}{7\,303\,054} = \frac{5\,478\,315}{7\,303\,054} = 0,75$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Ratio de liquidité restreinte} = \frac{2\,978\,715 + 4\,054\,198}{7\,329\,179} = \frac{7\,032\,913}{7\,329\,179} = 0,95$$

Commentaire :

Le ratio de liquidité restreinte à court terme est supérieur à 1 durant l'année de 2020, ce qui signifie que la pharmacie peut faire face à ces dettes à court terme par ces valeurs réalisables et ces disponibilités. Pour les deux dernières années, le ratio de liquidité restreinte est inférieur à 1, donc la pharmacie ne peut pas honorer ces dettes à court terme par ses valeurs réalisables et ses disponibilités durant les deux années 2020 et l'année en cours.

➤ Ratio de liquidité immédiate

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\text{Disponibilité}}{\text{DCT}}$$

Pour l'année 2019 :

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{6\,505\,306}{6\,693\,960} = 0,97$$

Pour l'année 2020 :

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{3\,057\,516}{7\,303\,054} = 0,41$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{4\,054\,198}{7\,329\,179} = 0,55$$

Commentaires :

Au cours des trois exercices comptables le ratio de liquidité immédiate est inférieur à 1, ce qui signifie que la trésorerie de l'entreprise est insuffisante pour faire face à l'ensemble des dettes à court terme, elle doit faire appel aux valeurs réalisables ainsi qu'aux stocks encours si c'est nécessaire.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

3-1-2-2-3- Les ratios de structure financière :

➤ Ratio de financement total

$$RFT = \frac{\text{Capitaux propres}}{\Sigma \text{Passif}}$$

Pour l'année 2019 :

$$RFT = \frac{6\,580\,881}{13\,274\,840} = 0,49 < 0,5$$

Pour l'année 2020 :

$$RFT = \frac{6\,329\,066}{13\,632\,118} = 0,46 < 0,5$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$RFT = \frac{5\,923\,129}{13\,252\,309} = 0,44 < 0,5$$

Commentaire :

Ce ratio mesure la proportion des capitaux propres dans la construction du passif du bilan. Au cours des trois années le ratio de financement total est inférieur à ½, ce qui signifie que l'entreprise utilise plus de ressources externe dans le fonctionnement de son activité et utilise moins ses fonds propres.

➤ Ratio de financement permanent

$$RFP = \frac{\text{Capitaux permanents}}{\text{Valeur immobilisées}}$$

Pour l'année 2019 :

$$RFP = \frac{6\,508\,881}{160\,845} = 40,46 > 1$$

Pour l'année 2020 :

$$RFP = \frac{6\,329\,066}{145\,745} = 43,42 > 1$$

Pour l'année en cours (2021) :

$$RFP = \frac{5\,923\,129}{139\,754} = 42,38 > 1$$

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Commentaire :

Au cours des trois années le ratio de financement permanent est supérieur à 1, ce qui signifie que les ressources stables financent suffisamment toutes les immobilisations et une partie de l'actif circulant qui traduit l'existence d'un fond de roulement positif. Autrement dit, la pharmacie a la capacité de financer l'intégralité de ses investissements par ses capitaux permanents.

➤ Ratio des immobilisations de l'actif

$$RIA = \frac{\text{Valeurs immobilisées}}{\sum \text{Actif}}$$

Pour l'année 2019 :

$$RIA = \frac{160\,845}{13\,274\,840} = 0,012 = 1,2\%$$

Pour l'année 2020 :

$$RIA = \frac{145\,745}{13\,632\,118} = 0,0101 = 1,01\%$$

Pour l'année en cours(2021) :

$$RIA = \frac{139\,454}{13\,252\,309} = 0,010 = 1\%$$

Commentaire:

Ce ratio met en évidence le pourcentage des immobilisations à plus d'un an dans l'ensemble de l'actif et sert à déterminer la nature de l'activité de l'entreprise. Au cours des trois exercices, le ratio des immobilisations de l'actif ne dépasse pas 1,2%, ce qui signifie que l'entreprise travaille à court terme. En effet, le banquier propose à la pharmacie l'octroi d'un crédit d'investissement jugé utile pour l'amélioration de la situation financière à long terme de l'entreprise.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

3-2- l'analyse du compte de résultat

Après l'analyse du bilan des trois dernières années de la cliente, le banquier se projette vers l'analyse du tableau de compte de résultat en étudiant les variations de chacun des éléments constitutifs de ce dernier.

Les deux tableaux ci-dessous expriment l'évolution des différents soldes intermédiaire de gestion durant les trois exercices comptable :

Tableau N°10 : Evolution des SIG entre 2019 et 2020 :

Désignation	2019	2020	Montant
Chiffre d'affaire	16 852 492	18 200 875	1 348 383
Valeur ajoutée	3254240	3487969	233 729
EBE	996944	1 002 268	5324
Résultat opérationnel	1 841 607	1 458 760	-382 847
Résultat financier	-22 604	-5 925	16 679
Résultat ordinaire avant impôts	1819002	1452835	-366 167
Résultat extraordinaire	0	0	0
Résultat net	1819002	1452835	-366 167

Source : établi par les étudiants à la base des documents internes.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Tableau N°11 : Evolution des SIG entre 2020-2021

Désignation	2020	31/05/2021	Montant
Chiffre d'affaire	18 200 875	9734495	-8466380
Valeur ajoutée	3487969	1951721	-1536248
EBE	1 002 268	1283979	281711
Résultat opérationnel	1 458 760	1485148	26 388
Résultat financier	-5 925	-14592	-8667
Résultat ordinaire avant impôts	1452835	1470555	17 720
Résultat extraordinaire	0	0	0
Résultat net	1452835	1470555	17 720

Source : établi par les étudiants à la base des documents internes.

3-2-1- Chiffre d'affaires

Le tableau nous montre que le chiffre d'affaire a connu une hausse de 1 348 383 DA en 2020, celle-ci est due à une augmentation considérable des ventes mais pour l'année en cours nous enregistrons une baisse de 8 466 380 DA vue que l'exercice est arrêté en 31/05/2021. Le banquier juge cette baisse comme étant normal et espère atteindre au moins le chiffre d'affaire de l'année précédente à la fin de l'exercice.

3-2-2- Valeur ajoutée

Elle représente la richesse créée par l'entreprise en raison de ses activités propres. C'est un indicateur pertinent de la croissance de l'entreprise. A travers la lecture du tableau de compte de résultat nous constatons que la pharmacie enregistre une hausse de 233 729 DA de sa valeur ajoutée en 2020 par rapport à 2019 malgré l'augmentation des charges liés à l'exploitation. Cependant, pour l'année en cours nous remarquons une baisse de 1 536 248 malgré la diminution de la consommation de l'exercice, ceci est due au fait que l'exercice est arrêté en 31/05/2021.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

3-2-3- Excédent brut d'exploitation

D'après le tableau, on remarque que l'excédent brut d'exploitation a enregistré une hausse tout au long des trois années. Soit une hausse de 5 324 DA en 2020 malgré l'augmentation des charges de personnel et des impôts et taxe, puis pour l'année en cour on enregistre une hausse de 281 711 DA causé par une chute brutale des charges de personnel, cette chute des charges de personnel est causée au fait que l'exercice que l'exercice est arrêté au 31/05/2021.

3-2-4- Résultat opérationnel

C'est un résultat qui met en évidence les activités ordinaires liées à l'exploitation en excluant les éléments financiers et les activités extraordinaires. Ce solde permet au banquier d'apprécier la performance commerciale de l'entreprise. A travers la lecture du tableau, on remarque que le résultat opérationnel de la pharmacie a connu une baisse de 20,78% en 2020, ceci est dû à une baisse des produits opérationnels, suivie d'une augmentation des dotations aux amortissements. Pour l'année en cour arrêtés au 31/05, le résultat opérationnel est très proche de celui de 2020, ceci est expliqué par la diminution des dotations aux amortissements de moins d'une année.

3-2-5- Résultat financier

La pharmacie réalise un résultat financier négatif pendant toute la période d'étude, sauf qu'elle enregistre une augmentation en 2020 par rapport à 2019, une augmentation de 16 679 causé par une diminution des charges financière. Cependant, pour l'année en cour le résultat financier connaît une diminution de 8 667 liée à l'augmentation des charges financières. Il est important de souligner que la pharmacie n'enregistre aucun produit financier tout au long des trois exercices comptables.

3-2-6- Résultat ordinaire avant impôts

Il est le résultat généré par l'ensemble des opérations courantes de l'entreprise (opérations d'exploitation et financières). Ce résultat permet d'apprécier globalement la stratégie commerciale et financière de la pharmacie. En effet, l'observation des tableaux nous montre que le résultat ordinaire avant impôt a baissé de 366 167 DA en 2020 à cause de la baisse du résultat opérationnel. Cependant, pour l'année en cours, le résultat ordinaire avant impôts connaît une légère augmentation qui est de 17 720 DA grâce à la diminution des charges des

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

activités ordinaire. Le banquier estime que le résultat ordinaire avant impôts connaîtra une augmentation plus significative à la fin de l'exercice comptable.

3-2-7- Résultat extraordinaire

Le résultat net des trois exercices comptables est nul.

3-2-8- Résultat net de l'exercice

Le résultat net de l'exercice est le même que le résultat ordinaire avant impôts du fait que le résultat extraordinaire est nul.

3-2-9- Le calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

3-2-9-1- Par la méthode additive

Tableau N°12 : Le calcul de la CAF par la méthode additive

Désignation	2019	2020	31/05/2021
Résultat de l'exercice	1 819 002	1452835	1470555
+Dotations aux amortissement et provisions	9 833	15100	6291
-Reprises sur amortissement et provision	0	0	0
+ Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	0	0	0
-Prix de cession des éléments d'actifs cédés	0	0	0
-Subvention d'investissement	0	0	0
CAF	1 828 835	1 467 935	1 476 846
Variation de la CAF		-360 900	9 011

Source : Etabli par les étudiants à la base des documents internes.

Commentaire:

La capacité d'autofinancement est un indicateur pertinent qui nous renseigne sur le degré d'autofinancement d'une entreprise. La pharmacie réalise CAF positif et stable tout au long

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

des trois exercices. En effet, si on part de la méthode additive qui est calculée à partir du résultat net de l'exercice, nous constatons une baisse de la CAF de 360 900 DA en 2020 par rapport à 2019 dû à la baisse du résultat net, et ce malgré l'augmentation des dotations aux amortissements, mais pour l'année en cours, une augmentation a été enregistré de 8 911 DA grâce à l'augmentation du résultat net de l'année en cours.

3-2-9-2- Par la méthode soustractive

Le tableau suivant permet de calculer la capacité d'autofinancement par la méthode suivante :

Tableau N° 12 : Le calcul de la CAF par la méthode soustractive

Désignation	2019	2020	31/05/2021
Excédent brut d'exploitation	996 944	1 002 268	1 283 979
+Transfert de charge d'exploitation	0	0	0
+Autre produits d'exploitation	854 496	471 591	207 460
-Autres charges d'exploitation	0	0	0
+Produits financier	0	0	0
-Charges financières	22 604	5 925	14 592
-Impôts sur le bénéfice	0	0	0
CAF	1 828 835	1 467 935	1 476 846
Variation de la CAF		360 900	8 911

Source : Etabli par les étudiants à la base des documents internes.

Commentaire:

Si on part de la méthode soustractive qui est calculée à partir de l'excédent brut d'exploitation, la baisse de la CAF en 2020 est dû à la baisse des autres produits d'exploitation, et son augmentation en 2021 est dû à l'augmentation de l'EBE.

Ces résultats nous permettent de dire que la pharmacie dispose d'un excédent de ressources interne ou de surplus monétaire potentiel dégagé par l'ensemble de ses activités

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

durant ces exercices et qui lui permette de financer ses investissements et de rembourser ses dettes éventuelles.

Chapitre III : Démarche d'analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA

Conclusion du chapitre III:

Les chapitres précédents ont été consacrés à la présentation des différents aspects théoriques liées aux crédits, leurs typologies leur caractéristiques d'une manière globale, de domaine d'intervention de l'analyste financier et objectif de cette analyse notamment au sein d'une banque puisque notre recherche porte précisément sur l'analyse financière menée par les banques. Sur un autre plan, nous avons exposé les méthodes d'analyse à savoir l'analyse statique et l'analyse dynamique.

Dans le présent, nous essayons de mettre en pratique les notions théoriques traitées, d'où nous jugeons que la présente étude ne serait complète sans une mise en place des illustratifs (pratique) liée au processus adopté par une banque en matière d'analyse d'une demande de crédit ; la raison pour laquelle nous avons choisi la banque nationale d'Algérie (BNA) comme lieu de stage, un choix motivé par la place importante de cette institution dans l'économie Algérienne, et la diversification de ses opportunités et produits offerts.

De ce fait nous allons à travers ce chapitre essayer de présenter la démarche suivie par la banque BNA lors du processus décisionnel liée à la demande de crédit de l'une de ses entreprises, il s'agit d'une demande de crédit d'exploitation, en se basant sur les informations collectées à travers les entretiens menés avec les fonctionnaires de la banque qui s'occupent de l'opération de crédit, plus des différents documents guides internes de la banque.

Conclusion générale

Conclusion générale

Réaliser son projet nécessite un financement qui se fera soit par les moyens interne de l'entreprise ou par les ressources externes en faisant recours le plus souvent à des établissements bancaires. Il est évident que ces derniers n'accepteront pas toutes les demandes de crédit introduit par les clients. Ceci est expliqué en effet par la nature de l'opération de crédit qui présente un certain nombre de risques qui peuvent mettre la banque dans une situation délicate en cas de leur réalisation dont on distingue le risque de non remboursement, le risque d'immobilisation, le risque de taux et le risque de change. Pour faire face et gérer ces risques, le banquier se doit d'étudier en détail la demande de crédit de son client, cette étude peut se présenter en plusieurs étapes.

A travers l'étude menée sur le sujet de l'analyse financière d'une demande de crédit, il a été montré l'étendue de l'importance de l'analyse financière particulièrement dans le suivi de l'activité de l'institution ainsi que dans la prise des décisions nécessaires suivant l'objet de cette analyse et les principaux utilisateurs. L'étude de la demande de crédit est faite par au moins deux étapes primordiales. Une phase consacrée à l'analyse de l'environnement économique de l'entreprise, la faisabilité du projet à financer par le crédit demandé et ses perspectives en se focalisant sur les prévisions d'ordre économique et budgétaire et une deuxième étapes comportant aussi deux volets, un lié au montage du dossier de crédit où le banquier exige de ses clients un certain nombre de documents à qui vont faire objet de vérification et analyse tout en soulignant, que les documents constitutifs d'une demande de crédit se varie en fonction du type de financement demandé (crédit d'exploitation, crédit d'investissement) et un autre volet qui touche à l'aspect financier.

Pour concrétiser notre recherche nous avons opté pour la Banque Nationale d'Algérie où nous avons étudié un cas pratique d'une demande de renouvellement d'un crédit d'exploitation présenté par une entreprise pharmaceutique. En effet, le banquier a procédé au montage du dossier fourni par l'entreprise, puis il analyse les états financiers des trois derniers exercices comptables à travers deux méthodes à savoir l'analyse statique et l'analyse dynamique. Principalement, l'analyse se concentre sur les états financiers avec une première lecture des principaux postes et rubriques dans un premier temps puis l'étude de son équilibre financier en calculant le fond de roulement, le besoin en fond de roulement et la trésorerie nette. Ces calculs sont suivis par une analyse par la méthode des ratios dans laquelle quatre types de ratios sont utilisés, les ratios de structure financière, les ratios de rentabilité, les ratios de liquidité et les ratios de gestion. Ces calculs sont suivis de commentaires en se référant à certaines fourchettes ou ratios de référence.

A l'issue de cette recherche, nous pouvons résumer les résultats dans ce qui suit :

Conclusion générale

- **Résultat théorique :**

- La multitude des risques liés au crédit mettent les banques dans une situation de prise de précaution exagérée dans certaines situations notamment en Algérie.
- Les produits offerts par les banques en Algérie majoritairement reste traditionnels par rapport au produits apparus dans la sphère bancaire internationale ;
- Le processus d'étude de dossier de demande de crédit est long notamment dans les banques publiques ;
- L'importance de l'analyse financière s'accroît de plus en plus au vu des utilisateurs qui ne cessent de s'accroître ;
- L'adoption du système comptable financier a beaucoup aidé et facilité le travail de l'analyste financier en lui épargnant d'effectuer beaucoup de retraitements effectués auparavant conformément au plan comptable national.
- Les ratios et indicateurs financiers calculés sont multiples. Cependant chaque banque prend en priorité certains ratios suivant la tendance politique de crédit adoptée par chacune ;
- Dans le cas d'un crédit d'investissement, les banques consacrent plus de temps et d'intérêt et exigent plus de garantie ce qui est expliqué par le volume de crédit demandé pour financer des mégaprojets.

- **Résultats pratiques :**

- A travers les entretiens menés avec les fonctionnaires de la BNA, les clients manifestent une certaine satisfaction par rapport au processus de traitement des demandes de crédit ;
- Le volume des crédits demandés par les clients de la BNA est considérable de fait de la diversification des produits offerts par cette dernière ;
- La BNA est très exigeante en matière de documents préalables (document comptable, financier, fiscaux et sociaux) que le client doit fournir ;
- L'étude des dossiers de demandeurs de crédit se fait par des fonctionnaires affectés spécialement à l'étude des dossiers en deux groupes, l'un s'occupe du volet environnemental de l'entreprise et l'autre intervient pour évaluer la demande financièrement ;
- Dans le cas faisant l'objet d'étude la banque a allégé les procédures administratives demandées de client ce qui est expliqué par la banque par l'intérêt qu'elle accorde à l'historique des clients ;

Conclusion générale

- La BNA à travers les ratios calculés dans l'appréciation de la demande de crédit se focalise beaucoup sur la solvabilité des demandeurs pour minimiser les risque de non remboursement.

Perspectives de recherche :

Les perspectives de recherchesont encore vaste, surtout dans le domaine d'analyse financière pour les grandes affaires. Nous pouvons proposer les pistes de recherche suivantes :

- L'analyse financière et la restructuration des entreprises ;
- Analyse financière des entreprises en difficulté ;
- L'évaluation financière des entreprises enjeux et perspectives ;
- L'analyse financière des comptes consolidés.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- F.BOUYAKOUB ; « L'entreprise et le financement bancaire », ED Casbah, Alger, 2000.
- GODHID & T. BENYOUNES, « l'essentiel sur le risque de crédit et le financement bancaire de l'entreprise » ; Edition La Nouvelle Publication Universitaire, Tlemcen, 2021.
- BENHALMA. A ; « Pratique des techniques bancaires », Edition Dahleb ; Alger, 1997
- J-m. BEGUINA & A.BERNARD, « essentiel des techniques bancaires » ; Edition d'organisation ; Paris, 2008.
- L. ROLLANDE, « Principe et techniques bancaires », 25^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2008.
- A. CHARLES & E. REDOR ; « Le financement des entreprises », Edition ECONOMICA, Paris, 2009.
- H. CALVET, « Etablissement de crédit », Edition ECONOMICA, Paris, 1997.
- D. COUSSERGUES, « Gestion de la banque », 7^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2013.
- MATHIEU. M, « L'exploitation bancaire et le risque de crédit », 2^{ème} édition Edition La revue Banque éditeur, 1995.
- J-L BAZZET & P. FAUCHER, « Finance d'entreprise », Edition NATHAN, Paris, 2010.
- C. Elie, « Analyse financière », 6^{ème} édition Edition ECONOMICA, Paris, 2006.
- J-P. LAHILLE, « Analyse financière », 3^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2007.
- F. Conso, « Gestion financière de l'entreprise », 6^{ème} édition Edition DUNOD, Paris , 2007.
- B. FERRI, « Les plans de financement », Edition ECONOMICA, Paris 1997.
- P. PATRICK, « Gestion financière de l'entreprise », Edition DUNOD, Paris ; 1989.
- S.LEFRANCO, « Comprendre le reporting financier », Edition Vuibert, Paris, 2016.
- N.LOTMANI, « Analyse financière : Conforme au nouveau SCF », Edition Pages Bleues internationale, Alger, 2011.
- P. CABANE, « L'essentiel de la finance à l'usage des managers », 2^{ème} édition Edition Revue et Augmentée, Paris, 2005.
- Béatrice & F. GRANDGUILLOT, « Analyse financière » ; 12^{ème} édition Edition LEXTENSO, 2008.
- BACHY & M.SION, « Analyse financière des comptes consolidés normes IFRS » 3^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2009.
- E.PAGET-BLANC & E. PAINVIN, « La notation financière », Edition DUNOD, Paris, 2007.
- H. BRUSLERIE, « Analyse financière » 4^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2010.

Bibliographie

- BAYNASSET & LENDREVIE & LEVIE, « MERCATOR : Tout le Marketing à l'ère digitale », 12^{ème} édition Edition DUNOD; MALAKOF, 2017.
- G. MELYON, « Gestion financière » 4^{ème} édition Edition BREAL, France, 2007.
- Luc & B. ROLLANDE, « Pratique de l'analyse financière », Edition DUNOD, Paris, 2009.
- S. PARIENTE, « Analyse financière et évaluation de l'entreprise », Edition Pearson Education, France, 2013.
- B. COLLASSE, « L'analyse financière de l'entreprise », 5^{ème} édition Edition La Découverte, Paris, 2008.
- C. THIBIERGE, « Analyse financière » 2^{ème} édition Edition Vuibert, Paris, 2007.
- STEPHANY, « Gestion financière », 2^{ème} édition Edition ECONOMICA, Paris, 2000.
- VIZZAVONA, « Gestion financière TOME 1 », 8^{ème} édition Edition ATOL, Paris, 1992.
- N. REDJEM, « Méthode d'analyse financière », Edition DAR EL-OULOUM, Annaba, 2005.
- C. MAIRE, « Méthodologie du business plan », Edition d'Organisation, Paris, 2002
- C. ZAMBOTTO & C.ZAMBOTTO, « Gestion financière », 8^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2009.
- F. JACK, « Analyse financière », Edition d'organisation, Paris, 2005.
- B. AAOUID, « Analyse et gestion financière TOME1 », Edition imprimerie papeterie El Wataniya, Alger, 2007.
- CABY.J & KOEHL Jacky, « Analyse financière » Edition Dareios& Pearson Education, Paris, 2006.
- Janine Meyer, « Economie de l'entreprise », 2^{ème} édition Edition DUNOD, Paris, 2007.
- Cohen Elie, « Gestion de l'entreprise et développement financier » Edition EDICEF, Paris, 1991.
- D.OGIEN, « Gestion financière de l'entreprise », Edition DUNOD, Paris, 2008.

Lois et textes réglementaire :

- Loi N° 90-10 du 14 Avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, Article N°112.
- Le code de commerce.
- Le code civil.
- Journal officiel N°19 du 25/03/2009 portant le système comptable financier.
- Plan comptable normalisé- SCF 2010- (Revue et complété 2014).
- L'ordonnance N°75-58 du 26/09/1975 portant le code de commerce, modifiée et complétée par la loi n° 15-20 du 30/12/2015, journal officiel algérien N° 75.
- L'ordonnance N°75-58 du 26/09/1975 portant le code de civil, modifiée et complétée par la loi n° 07-05 du 13/05/2007, journal officiel algérien N°31.

Thèse et mémoires

- ADJEMOUT. L & BEN ACHOUR.C, « Principe et modalités d’octroi d’un crédit bancaire » Université MOULOUD MAAMERIE TIZI-OUZOU, 2016.
- HAMHOUM.W &GACEM.Z, « L’analyse financière dans l’entreprise », Université MOULOUD MAAMERI TIZI-OUZOU, 2007.
- S. ZOURDANI, « Analyse des crédit bancaire » Thèse doctorat Université MOULOUD MAAMERI TIZI-OUZOU, 2016.
- HEDDAD.M &HADID.L ; « Montage d’un dossier de crédit d’investissement », Mémoire de fin d’étude, 2011.
- « Analyse de la structure financière et de la rentabilité d’une entreprise », Mémoire fain d’étude Université Mouloud MAAMERI TIZI-OUZOU, 2013.
- DJAOUANI. O & HADJEB. S &IBARI.S, « L’étude et le montage d’un crédit d’investissement auprès d’une banque » Mémoire Université Mouloud MAAMERI Tizi-Ouzou, 2011.

Annexes

ANNEXE N° 01 : Demande de crédit

PHARMACIE

Tizi-Ouzou le : 18/07/2021

TIZI-OUZOU

N° Compte bancaire :

A Mr le Directeur de la B.N.A
Agence Principale 581
Tizi-Ouzou

Objet : Demande d'un découvert bancaire
pour un montant de 1 500 000 DA

Mr le Directeur

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance, un découvert bancaire pour un montant de 1 500 000 DA (UN MILLION CINQ CENT MILLE DINARS), à partir du mois d'Août 2021, je tiens à vous informer que j'ai procédé à un placement à hauteur de 1 000 000 DA (UN MILLION DE DINARS) à la date du 08/09/2020.

Vous trouverez ci joints, les documents que vous avez demandé.

Veuillez agréer Mr le Directeur, l'expression de mon profond respect.

 PHARMACIE

La pharmacie a pu valider le montant
placé de 1.000.000 DA

Annexes N° 02 : Attestation de mise à jour

وزارة العمل و التشغيل و الضمان الإجتماعي
الصندوق الوطني للتأمينات الإجتماعية للعمال الأجراء

شهادة أداء المستحقات
ATTESTATION DE MISE A JOUR

رقم N° ZZDLEZOZZI4QY

Le(a) Directeur(trice) de l'agence

الصندوق الوطني للتأمينات الإجتماعية للعمال الأجراء وكالة

TIZI OUZOU

Atteste que l'employeur

تشهد أن المستخدم

Immatriculé sous le numéro

نقسيب بالرقم

Nom et /ou raison sociale :

لإسم و اللقب أو التسمية

PHARMACIE

Adresse :

العنوان

Est à jour de ses cotisations de sécurité sociale

Au 29/06/2021

Pour un effectif / salarié de :

1

Date de validité : 31/07/2021

NOTE: Le présent document ne peut en aucun cas faire obstacle à d'éventuels redressements réglementaires qu'il l'agence est amenée à effectuer

Fait le

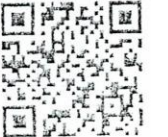
29/06/2021

بتاريخ

Document établi par

TELEDECLARATION

وثيقة من



CETTE ATTESTATION EST DELIVREE POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT

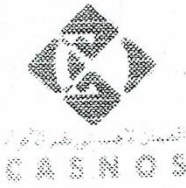
وثيقة لاستعمالها في حدود ما يسمح به القانون

POUR TOUTE AUTHENTIFICATION, CONSULTEZ :

<https://teledeclaration.cnas.dz/checkMAJ.jsp>

فق من صحة هذه الشهادة على :

Annexe N° 03 : Attestation d'affiliation et de mise à jour



Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-Salariés

ATTESTATION D'AFFILIATION ET DE MISE A JOUR

- Décret exécutif n° 15- 289 du 14 novembre 2015 relatif à la sécurité sociale des personnes non-salariées exerçant une activité pour leur propre compte.
- Article 39 de la loi n° 83-14 du 02 Juillet 1983, relative aux obligations des assujettis en matière de sécurité sociale

SOUS RESERVE DE REEVALUATION OU DE REDRESSEMENT

(USAGE ADMINISTRATIF)

Agence de Wilaya : TIZI OUZOU N° Série: N 2021

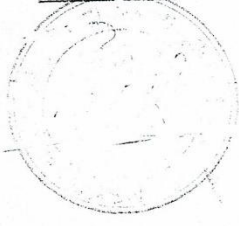
Le Directeur de l'Agence atteste

Matricule : 1111111111 / 1111111111 Numéro de sécurité sociale : 1111111111 N° Activité : 1111111111
Date immatriculation : 11/11/1111 Date effet : 11/11/1111
Nom : 1111111111 Prénom (s) : 1111111111
Fils(fille) de : 1111111111 et de : 1111111111
Date de naissance : 11/11/1111 Lieu de naissance : 1111111111
Adresse domicile : 1111111111
Activité : PHARMACIENNE
Adresse professionnelle : 1111111111
Année de cotisation : 2021
Assiette de cotisation déclarée : 1 819 002 DA Montant de la cotisation annuelle 272 850 DA

Est affilié (e) à notre caisse et à jour de ses cotisations de sécurité sociale au : 31/12/2021

Cette attestation est délivrée pour servir et faire valoir ce que de droit.

Etablie par Fait à : TIZI OUZOU Le : 23/06/2021
Vérifiée par P/ Le Directeur



Annexe N° 05 : Bilan Actif au 31/12/2020

IMPRIME DESTINE AU CONTRIBUABLE

N.I.F

Désignation de l'entreprise:

Activité:

PHARMACIE

Adresse:

Exercice clos le

31/12/20

BILAN (ACTIF)

ACTIF	N		N-1	
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles	102 100		102 100	102 100
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	1 285 468	1 241 823	43 645	58 745
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 387 568	1 241 823	145 745	160 845
ACTIFS COURANTS				
Stocks et encours	8 008 058		8 008 058	6 330 385
Créances et emplois assimilés				
Clients	2 158 436		2 158 436	173 814
Autres débiteurs	32 654		32 654	9 869
Impôts et assimilés	229 709		229 709	94 621
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	3 057 516		3 057 516	6 505 306
TOTAL ACTIF COURANT	13 486 376		13 486 376	13 113 997
TOTAL GENERAL ACTIF	14 873 945	1 241 823	13 632 121	13 274 842

Annexe N° 07 : Compte de résultat au 31/12/2020

IMPRIME DESTINE AU CONTRIBUABLE

N.I.F.

Désignation de l'entreprise:

Activité:

PHARMACIE

Adresse:

Exercice du 01/01/20 au 31/12/20

COMPTE DE RESULTAT

RUBRIQUES	N		N-1	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises		17 297 140		16 403 874
Produits fabriqués				
Production vendue				
Prestations de services				
Vente de travaux				
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés		903 734		
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		18 200 875		16 362 492
Production stockée ou déstockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
I-Production de l'exercice		18 200 875		16 362 492
Achats de marchandises vendues	14 393 131		13 391 985	
Matières premières				
Autres approvisionnements				
Variations des stocks				
Achats d'études et de prestations de services				
Autres consommations	17 005		4 620	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats				
Sous-traitance générale				
Locations				
Services				
Entretien, réparations et maintenance				
Primes d'assurances	16 297		23 353	
Personnel extérieur à l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	26 000		26 000	
Publicité				
Déplacements, missions et réceptions				
Autres services	260 472		162 292	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs				
II-Consommations de l'exercice	14 712 905		13 608 252	
III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)		3 487 969		3 254 240
Charges de personnel	2 305 178		2 077 733	
Impôts et taxes et versements assimilés	180 522		179 563	
IV-Excédent brut d'exploitation		1 002 268		996 944
Autres produits opérationnels		471 591		854 496
Autres charges opérationnelles				
Dotations aux amortissements	15 100		9 833	

... la suite sur la page suivante

Annexe N°08 : Suite du compte de résultat au 31/12/2020

IMPRIME DESTINE AU CONTRIBUABLE		N.I.F	
Désignation de l'entreprise:			
Activité:	PHARMACIE		
Adresse:			
Exercice du		01/01/20	au 31/12/20
COMPTE DE RESULTAT .../...			

RUBRIQUES	N		N-1	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions				
V-Résultat opérationnel		1 458 760		1 841 607
Produits financiers				
Charges financières	5 925		22 604	
VI-Résultat financier	5 925		22 604	
VII-Résultat ordinaire (V+VI)		1 452 835		1 819 002
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigibles sur résultats				
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire				
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		1 452 835		1 819 002

(*) A détailler sur état annexe à joindre

Annexe N° 09 : Bilan Actif au 31/05/2021

EDITION_DU17/07/2021 12:40
EXERCICE:01/01/21 AU 31/12/21
AU 31/05/21

BILAN (ACTIF) -copie provisoire

(centimes ignorés)

ACTIF	NOTE	N		Net	N-1 Net
		Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs		
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					
Immobilisations incorporelles		102 100		102 100	102 100
Immobilisations corporelles					
· Terrains					
Bâtiments					
Autres immobilisations corporelles		1 285 468	1 248 114	37 353	43 645
Immobilisations en concession					
Immobilisations encours					
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants					
Impôts différés actif					
TOTAL ACTIF NON COURANT		1 387 568	1 248 114	139 453	145 745
ACTIF COURANT					
Stocks et encours		6 079 942		6 079 942	8 008 058
Créances et emplois assimilés					
Clients		2 592 676		2 592 676	2 158 436
Autres débiteurs		200 028		200 028	32 654
Impôts et assimilés		186 011		186 011	229 709
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie		4 054 198		4 054 198	3 057 516
TOTAL ACTIF COURANT		13 112 856		13 112 856	13 486 376
TOTAL GENERAL ACTIF		14 500 425	1 248 114	13 252 310	13 632 121

Annexe N°10 : Bilan Passif au 31/05/2021

EDITION_DU17/07/2021 12:40
EXERCICE:01/01/21 AU 31/12/21
AU 31/05/21

BILAN (PASSIF) -copie provisoire

(centimes ignorés)

	NOTE	N	N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		4 452 574	4 876 231
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidés (1)			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net du groupe (1)		1 470 555	1 452 835
Autres capitaux propres - Report à nouveau			
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I		5 923 130	6 329 066
PASSIFS NON-COURANTS			
Emprunts et dettes financières			
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL II			
PASSIFS COURANTS:			
Fournisseurs et comptes rattachés		5 117 886	5 737 833
Impôts		415 930	552 565
Autres dettes		866 159	1 012 655
Trésorerie passif		929 203	
TOTAL III		7 329 179	7 303 054
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)		13 252 310	13 632 121

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états finan

Annexe N° 11 : Compte de résultat au 31/05/2021

EDITION_DU17/07/2021 12:40
EXERCICE:01/01/21 AU 31/12/21
PERIODE DU 01/01/21 AU 31/05/21

COMPTES DE RESULTAT /NATURE -copie provisoire (centimes ignorés)

	NOTE	N	N-1
Ventes et produits annexes		9 734 495	18 200 875
Variation stocks produits finis et en cours			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE		9 734 495	18 200 875
Achats consommés		-7 733 453	-14 410 136
Services extérieurs et autres consommations		-49 320	-302 769
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE		-7 782 774	-14 712 905
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		1 951 721	3 487 969
Charges de personnel		-559 251	-2 305 178
Impôts, taxes et versements assimilés		-108 491	-180 522
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		1 283 979	1 002 268
Autres produits opérationnels		207 460	471 591
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs		-6 291	-15 100
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
V- RESULTAT OPERATIONNEL		1 485 148	1 458 760
Produits financiers			
Charges financières		-14 592	-5 925
VI-RESULTAT FINANCIER		-14 592	-5 925
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)		1 470 555	1 452 835
Impôts exigibles sur résultats ordinaires			
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		9 941 955	18 672 466
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		-8 471 400	-17 219 631
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		1 470 555	1 452 835
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		1 470 555	1 452 835

Annexe N°12 : Plan de trésorerie prévisionnel

PLAN DE TRESORERIE

Echéances A NOUVEAU	30/06/21	31/07/21	31/08/21	30/09/21	31/10/21	30/11/21	31/12/21	31/01/22	28/02/22	31/03/22	30/04/22	31/05/22
	-1179	-1319	-1332	-1500	-1486	-1491	-1420	-1403	-1365	-1048	-599	+2
I PREVISION DE DEPENSES												
Charges du Personnel	148	263	145	148	261	148	148	263	150	150	265	150
Dépenses Générales	25	30	2	15	22	55	15	35	10	25	15	51
Impôts et Taxes	162	13	12	13	13	16	11	356	16	171	16	17
Sommes payées aux Fournisseurs	800	900	1100	1000	1000	1200	800	900	1000	800	800	900
Frais Financiers	5	7	9	10	9	10	9	8	7	5	3	2
TOTAL DES DEPENSES	1140	1213	1268	1186	1305	1429	983	1562	1183	1151	1099	1120
II PREVISIONS DE RECETTES												
Encaissements S/ Ventes	1000	1200	1100	1200	1300	1500	1000	1600	1500	1600	1700	1600
Diff. entre Recettes et Dépenses	-140	-13	-168	+14	-5	+71	+17	+38	+317	+449	+601	+480
Solde de Fin de Période	-1319	-1332	-1500	-1486	-1491	-1420	-1403	-1365	-1048	-599	+2	+482

EN 10³ DA

Table des matières

Remerciement

Dédicace

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des abréviations

Introduction générale 9-14

Chapitre I : Aspects généraux sur les crédits et l'analyse financière

Introduction du chapitre I : 15

1- Généralité sur les crédits bancaires..... 16

1-1- Vue générale sur les crédits 16

1-1-1- Les typologies de crédits 16

1-1-1-1. Les crédits par caisse..... 17

1-1-1-1-1 La facilité de caisse 17

1-1-1-1-2- Le découvert bancaire 17

1-1-1-1-3- Le crédit de compagne 18

1-1-1-1-4- L'avance sur facture 18

1-1-1-1-5- L'avance sur marchandise 18

1-1-1-1-6- L'escompte commercial 19

1-1-1-1-7- Le crédit relais 19

1-1-1-1-8- L'affacturage 19

1-1-1-1-9- Le crédit-bail..... 19

1-1-1-2- Les crédits par signature (crédits spécifique) 21

1-1-1-2-1- Avance sur marché publics 21

1-1-1-2-2- L'aval 21

1-1-1-2-3- Les crédits par acceptation..... 21

1-1-1-2-4- Le crédit documentaire 21

1-2- Les risques de crédit 22

1-2-1- Le risque de contrepartie 22

1-2-1-1- Le risque professionnel 22

1-2-1-2- le risque pays 22

1-2-1-3- Le risque propre à l'emprunteur 23

1-2-2- Le risque d'immobilisation 23

1-2-3- Le risque de taux 23

1-3- La gestion du risque de crédit 23

1-3-1- Le respect des règles prudentielles 23

1-3-1-1- Le ratio de couverture des risques (ratio de COOKE) 24

1-3-1-2- Ratio de division des risques 24

1-3-1-3- Le recueil des garanties..... 24

1-3-1-3-1- Les suretés personnelles 24

1-3-1-3-1-1- Le cautionnement..... 25

1-3-1-3-1-2- L'aval 25

1-3-1-3-2- Les suretés réelles 25

1-3-1-3-2-1- Le nantissement 25

1-3-1-3-2-2- L'hypothèque 25

Table des matières

2-	Introduction à l'analyse financière	26
2-1-	Notion sur l'analyse financière	26
2-1-1-	Les objectifs de l'analyse financière	26
2-1-2-	Les méthodes de l'analyse financière	26
2-1-2-1-	L'analyse statique de la structure financière	26
2-1-2-1-1-	Le bilan	27
2-1-2-1-1-1-	Actif	27
2-1-2-1-1-2-	Passif	27
2-1-2-1-2-	Le compte de résultat (TCR)	30
2-1-2-1-2-1-	Les charges d'exploitation	30
2-1-2-1-2-2-	Les produits d'exploitation	31
2-1-2-2-	L'analyse dynamique	33
2-1-2-2-1-	Le plan de financement	33
2-1-2-2-2-	Le plan de trésorerie	34
3-	Les utilisateurs de l'analyse financière	36
3-1-	Les acteurs de l'analyse financière	36
3-1-1-	Les analystes financiers sur le marché	36
3-1-2-	Les entreprises	36
3-1-3-	Les comités d'entreprise	37
3-1-4-	Les fournisseurs	37
3-1-5-	Les agences de notation	37
3-1-6-	Les concurrents	38
3-1-7-	Les banques	38
3-1-8-	Les clients	39
3-2-	Les finalités recherchées par les acteurs de l'analyse financière	39
3-2-1-	Evaluation en vue d'une introduction sur le marché boursier	39
3-2-2-	L'audit comptable	39
3-2-3-	Analyse financière de l'entreprise en difficulté	39
3-2-4-	L'évolution des besoins	40
	Conclusion du chapitre	41
	Chapitre II : L'appréciation financière de la demande de crédit	43
	Introduction du chapitre II	43
1-	Le montage du dossier de crédit	44
1-1-	Les documents	44
1-1-1-	Les documents constitutifs du dossier de crédit d'exploitation	44
1-1-1-1-	Documents administratifs et juridique	44
1-1-1-2-	Les documents comptables et financiers	45
1-1-1-3-	Les documents fiscaux et parafiscaux	45
1-1-2-	Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement	46
1-1-2-1-	Les documents administratifs et juridiques	46
1-1-2-2-	Documents comptables et fiscaux	46
1-1-2-3-	Les documents économiques et financiers	46
1-1-2-3-1-	Documents techniques	47

Table des matières

1-2- La démarche d'étude d'un dossier de crédit	47
1-2-1- Etude du statut juridique de l'entreprise	48
1-2-2- Identification des promoteurs et des dirigeants	48
1-2-3- Analyse technico-économique du projet	49
1-2-3-1- Etude de marché	49
1-2-3-1-1- Les études qualitatives	49
1-2-3-1-2- L'étude quantitative.....	49
1-2-3-1-3- Détermination des partenaires	49
1-2-3-2- Aspects commerciaux du projet	50
1-2-3-2-1- La politique de produit.....	50
1-2-3-2-2- Le renouvellement des produits	50
✓ Phase de lancement	50
✓ Phase de développement	50
✓ Phase de maturité.....	50
✓ Phase de déclin	50
1-2-3-2-3- La politique de gamme de produit	51
1-2-3-3- Analyse technique du projet	51
1-2-3-3-1- Le processus de production	51
1-2-3-3-2- La localisation géographique et l'approvisionnement	52
1-2-3-3-3- La durée moyenne et le planning de réalisation	53
1-2-3-4- L'analyse des coûts	53
2- L'analyse des états financiers	54
2-1- L'étude du bilan.....	54
2-1-1- Les ratios d'équilibre financier	55
2-1-1-1- Le fond de roulement	55
2-1-1-2- Le besoin en fond de roulement (BFR)	56
2-1-1-3- La trésorerie nette	57
2-2- Analyse du tableau de compte de résultat	57
2-2-1- Utilité des soldes intermédiaire de gestion	58
3- L'analyse par la méthode des ratios	59
3-1- Vue générale sur les ratios	59
3-1-1- L'objectif et l'intérêt de l'analyse par la méthode des ratios	59
3-1-2- L'utilisation des ratios.....	60
3-1-3- Les différents types de ratios	60
3-1-3-1- Les ratios de structure financière	60
- Ratio de financement permanent	61
- Le ratio de financement total	61
- Le ratio des immobilisations de l'actif (RIA)	61
- Le ratio de financement propre des immobilisations	61
3-2-3-2Les ratios de solvabilité.....	62
3-2-3-2-1- Ratio de solvabilité générale.....	62
3-2-3-2-2- Ratio d'autonomie financière.....	62
3-2-3-3- Les ratios de liquidité	62
3-2-3-3-1- Ratios de liquidité générale	62

Table des matières

3-2-3-3-2- Ratios de liquidité restreinte	63
3-2-3-3-3- Ratio de liquidité immédiate.....	63
3-2-3-4- Les ratios de rentabilité	63
3-2-3-4-1- Ratio de rentabilité commerciale.....	63
3-2-3-4-2- Ratio de rentabilité économique	64
3-2-3-4-3- Ratio de rentabilité financière	64
3-2-3-5- Les ratios de gestion.....	64
3-2-3-5-1- Le ratio de rotation des stocks	64
3-2-3-5-2- Les ratios relatifs aux créances clients	65
3-2-3-5-3- Le ratio relatif aux dettes fournisseurs	66
3-2-3-6- Ratio d'endettement	66
3-2-3-7- Ratio de fond de roulement	66
3-3- Les limites de l'analyse par la méthode des ratios.....	67
Conclusion du chapitre II	68
Chapitre III : Demande et analyse et d'évaluation financière d'une demande de crédit au sein de la BNA	70
Introduction du chapitre III	70
1- Présentation de la banque national d Algerie	71
1-1- Historique et création de la BNA	71
1-1-1- La période de 1966-1986	71
1-1-2- De 1986 à nos jours (Les réformes économiques)	72
1-2- La forme juridique de la BNA	72
1-3- Organisation de la BNA	72
1-4- Les missions d'une agence de la BNA (précisément l'agence 181)	76
1-5- Les produits et services présentés par la BNA	76
1-5-1- Epargne et placement	77
1-5-1-1- Le livret épargne logement (LEL)	77
1-5-1-2- Livret épargne populaire (LEP).....	77
1-5-1-3- Dépôt à terme logement (DTL)	77
1-5-1-4- Compte placement à terme	77
1-5-1-5- Le compte courant pour les commerçants	77
1-5-2- Le financement	77
1-5-2-1- Le crédit sur achat d'un logement en vente sur plan.....	77
1-5-2-2- Crédit à long terme	78
1-5-2-3- Le crédit confort	78
1-5-2-4- Le crédit Med-solution	78
1-5-2-5- le crédit-bail	78
1-5-2-6- le crédit par signature.....	78
1-6- La monétique au sein de la BNA.....	78
1-6-1- La carte interbancaire (CIB)	78
1-6-2- Le livret d'épargne magnétique	79
1-6-3- La banque à distance	79
1-6-4- E-Banking (BNA.NET).....	79
2- Montage d'un dossier de renouvellement d'un crédit d'exploitation	80

Table des matières

2-1- Les documents fournis par la cliente	80
2-1-1- Demande écrite	81
2-1-2- Un document des administrations des affaires domaniales et foncières	81
2-1-3- Bilan (actif et passif)	82
2-1-4- Le compte de résultat	82
2-1-5- Le rapport du commissaire aux comptes	82
2-1-6- Attestation de mise à jour.....	82
2-1-7- Extrait de rôle	82
2-1-8- Attestation d'affiliation et de mise à jour	83
2-1-9- Le plan de trésorerie prévisionnel	83
3- Analyse des états financiers du client de la banque	85
3-1- Analyse du bilan comptable	85
3-1-1- Analyse du bilan financier par les ratios d'équilibre financier :	86
3-1-1-1- Le fond de roulement (FR)	86
3-1-2- L'analyse des états financiers par la méthode des ratios.....	90
3-1-2-1- Ratios exigés par la direction de la BNA.....	90
3-1-2-2- Ratios facultatif	93
3-1-2-2-1- Les ratios d'autonomie financière	93
3-1-2-2-2- Les ratios de liquidité	94
3-1-2-2-3- Les ratios de structure financière	96
3-2- l'analyse du tableau de compte de résultat	98
3-2-1- le chiffre d'affaires :	99
3-2-2- Valeur ajoutée	99
3-2-3- Excédent brut d'exploitation	100
3-2-4- Résultat opérationnel	100
3-2-5- Résultat financier	101
3-2-6- Résultat ordinaire avant impôts	100
3-2-7- Résultat extraordinaire	101
3-2-8- Résultat net de l'exercice	101
3-2-9- Le calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) :	101
Conclusion du chapitre III	104
Conclusion générale	106
Bibliographie	
Annexes	